

COLONIALITÉ DU POUVOIR, EUROCENTRISME ET AMÉRIQUE LATINE¹

Par Aníbal Quijano, Centro de Investigaciones Sociales (CIES), Lima

La mondialisation en cours est, avant tout, l'aboutissement d'un processus inauguré par la constitution de l'Amérique et celle du capitalisme colonial/moderne et eurocentré en tant que nouveau modèle de pouvoir (*patrón de poder*) mondial. L'un des axes fondamentaux de ce modèle de pouvoir est une classification sociale de la population mondiale fondée sur l'idée de *race*, une construction mentale qui rend compte de l'expérience essentielle de la domination coloniale et qui, depuis, imprègne les dimensions majeures du pouvoir mondial, et parmi elles, sa rationalité spécifique, l'eurocentrisme. Cet axe, d'origine et de caractère colonial, s'est révélé plus durable et plus stable que le colonialisme, dans la matrice duquel il fut établi. Ceci implique, par conséquent, que la colonialité constitue une composante du modèle de pouvoir aujourd'hui hégémonique au niveau mondial. Dans les propos qui suivent il s'agira principalement de formuler un certain nombre de questionnements théoriques à propos des implications de cette colonialité du pouvoir à l'égard de l'histoire de l'Amérique latine².

I. L'Amérique et le nouveau modèle de pouvoir mondial

L'Amérique fut constituée comme le premier espace-temps d'un nouveau modèle de pouvoir à vocation mondiale et, de la sorte et pour cette raison, comme la première *id-entité* de la modernité. Deux processus historiques convergèrent et s'associèrent dans la production de cet espace-temps, et s'établirent comme les deux axes fondamentaux du nouveau modèle de pouvoir. D'une part, la codification des différences entre *conquistadores* (conquérants) et *conquistados* (conquis) au travers de l'idée de race, c'est-à-dire une structure biologique supposée différente qui plaçait les uns en situation d'infériorité naturelle par rapport aux autres. Cette idée fut intégrée par les *conquistadores* en tant que principal élément constitutif, fondateur, des relations de domination que la conquête imposait. La classification de la population d'Amérique, puis de celle du monde, s'opéra donc sur cette base au sein de ce nouveau modèle de pouvoir. D'autre part, toutes les formes historiques de contrôle du travail, de ses ressources et de ses produits, furent articulées autour du capital et du marché mondial³.

La race : une catégorie mentale de la modernité

L'idée de race, dans son acception moderne, n'a pas d'histoire connue avant la conquête de l'Amérique⁴. Peut-être émergea-t-elle en référence aux différences phénotypiques entre

¹. Je tiens à remercier principalement Edgardo Lander et Walter Mignolo, pour leur aide à la révision de cet article, ainsi que l'auteur de commentaires, dont j'ignore le nom, pour ses judicieuses critiques d'une version antérieure de cet article. Ceux-ci ne sont bien entendu pas responsables des erreurs et des limitations de ce texte.

². Sur le concept de colonialité du pouvoir voir Aníbal Quijano, « Colonialidad y modernidad/racionalidad », in *Perú Indígena*, vol. 13, n° 29, Lima, 1992.

³. Voir Aníbal Quijano, Immanuel Wallerstein, « Americanness as a Concept or the Americas in the Modern World-System », in *International Social Science Journal*, n° 134, novembre 1992, Unesco, Paris. Voir également « América, el capitalismo y la modernidad nacieron el mismo día », entretien avec Aníbal Quijano, in *ILLA*, n° 10, Lima, janvier 1991. Sur le concept d'espace/temps voir Immanuel Wallerstein, « El Espacio/Tiempo como base del conocimiento », in *Anuario Mariáteguiano*, vol. IX, n° 9, Lima, 1997.

⁴. Sur cette question ainsi que sur les possibles antécédents de l'idée de race avant la conquête de l'Amérique je renvoie à mon article « "Raza", "etnia" y "nación" en Mariátegui : cuestiones abiertas », in Roland Forgues (éd.), *José Carlos Mariátegui y Europa. La otra cara del descubrimiento*, Amauta, Lima, 1992

conquistadores et *conquistados*, mais ce qui importe est qu'elle fut très vite élaborée en référence aux supposées différences de structure biologique entre ces groupes.

En Amérique, la formation de rapports sociaux fondés sur cette idée donna lieu à la production d'identités sociales historiquement nouvelles – *Indiens*, *Noirs*, *Métis* – et en redéfini d'autres. Ainsi, des termes tels qu'*Espagnol* ou *Portugais*, et par la suite *Européen*, qui jusqu'alors n'indiquaient que la provenance géographique ou le pays d'origine, acquièrent dès lors également, en référence aux nouvelles identités, une connotation raciale. Et dans la mesure où les rapports sociaux qui étaient en train de se configurer étaient des rapports de domination, une stricte corrélation fut établie entre ces identités et des positions hiérarchiques, des lieux et des rôles sociaux ; ces identités prenant ainsi place au sein du modèle de domination coloniale qui s'imposait. En d'autres termes, la race et l'identité raciale furent établies en tant qu'instruments de classification sociale première de la population.

Avec le temps, les colonisateurs codifièrent les traits phénotypiques des colonisés au travers de la couleur et en firent la caractéristique emblématique de la catégorie raciale. Cette codification fut probablement instaurée initialement dans l'aire britannico-américaine. Les Noirs y étaient non seulement le groupe le plus soumis à l'exploitation, la majeure partie de l'économie reposant sur leur travail, mais ils étaient surtout la race colonisée la plus importante puisque les Indiens ne faisaient pas partie intégrante de cette société coloniale. Ainsi, les dominants se dénommèrent eux-mêmes « Blancs »⁵.

En Amérique, l'idée de race fut une manière de légitimer les relations de domination imposées par la conquête. La constitution postérieure de l'Europe comme nouvelle *id-entité* après la conquête de l'Amérique, ainsi que l'expansion du colonialisme européen dans le reste du monde, conduisirent à la formation de la perspective de connaissance eurocentrique ainsi qu'à l'élaboration théorique de l'idée de race comme naturalisation de ces rapports de domination coloniaux entre Européens et non-Européens. Historiquement, ceci signifia une nouvelle manière de légitimer les idées et pratiques, déjà anciennes, de relations de supériorité/infériorité entre dominés et dominants. La race s'est depuis lors révélée être l'instrument de domination sociale universelle le plus efficace et le plus durable, en tant qu'elle en vint jusqu'à faire dépendre d'elle un autre instrument, l'instrument inter-sexuel ou de genre, également universel, mais plus ancien. Les peuples conquis et dominés furent placés dans une position d'infériorité naturelle, de même que leurs caractéristiques phénotypiques, ainsi que leurs découvertes mentales et culturelles⁶. C'est ainsi que la race devint le vecteur

⁵. L'invention de la catégorie de *couleur* – d'abord comme l'indication la plus visible de la race, par la suite simplement comme son équivalent – tout comme celle de la catégorie spécifique de *blanc*, requièrent encore des recherches historiques plus approfondies. Reste qu'il s'agit très probablement d'inventions britannico-américaines, dans la mesure où on ne trouve pas de traces de ces catégories dans les chroniques et autres documents des cent premières années du colonialisme ibérique en Amérique. Concernant le cas britannico-américain il existe une abondante bibliographie (Parmi les travaux plus importants : Theodore W. Allen, *The Invention of White Race*, 2 vols, Verso, Londres, 1994 ; Mathew Frye Jacobson, *Whiteness of a Different Color*, Harvard University Press, Cambridge, 1998). Le problème est que celle-ci ignore ce qui s'est produit dans l'Amérique ibérique. De ce fait, concernant cette région, des informations suffisantes sur cet aspect spécifique font encore défaut. C'est pourquoi cette question reste ouverte. Il est très intéressant de souligner que ceux qui allaient devenir les *Européens*, même s'ils connaissaient les futurs *Africains* depuis l'époque de l'empire romain, y compris les Ibères qui étaient plus ou moins familiers de ces derniers bien avant la Conquête, ne se référèrent jamais à eux en termes raciaux avant l'apparition de l'Amérique. De fait, la race est une catégorie appliquée pour la première fois aux « Indiens » et non aux « Noirs ». De sorte que la *race* apparut bien avant la *couleur* dans l'histoire de la classification sociale de la population mondiale.

⁶. L'idée de *race* est, littéralement, une invention. Elle n'a rien à voir avec la structure biologique de l'espèce humaine. Quant aux traits phénotypiques, ceux-ci sont évidemment inscrits dans le code génétique des individus et des groupes et sont, dans ce sens spécifique, biologiques. Cependant, ils n'ont aucune relation avec aucun des sous-systèmes et processus biologiques de l'organisme humain ; en incluant bien sûr ceux qui sont impliqués dans les sous-systèmes neurologiques et mentaux et leurs fonctions. Voir Jonathan Mark, *Human Biodiversity*,

essentiel de la distribution de la population mondiale parmi les rangs, et dans les lieux et les rôles de la structure de pouvoir de la nouvelle société ; en d'autres termes, la modalité fondamentale de classification sociale universelle de la population mondiale.

Le Capitalisme : la nouvelle structure de contrôle du travail

D'autre part, au cours du processus de constitution historique de l'Amérique, toutes les formes de contrôle et d'exploitation du travail et de contrôle de la production-appropriation-distribution des produits – l'esclavage, la *servidumbre*⁷, la petite production marchande, la réciprocité et le salariat – furent articulées autour de la relation capital-salaire (dorénavant capital) et du marché mondial. Au sein de cet agencement, aucune de ces formes de contrôle du travail ne constituait le simple prolongement de ses antécédents historiques. Toutes étaient historiquement et sociologiquement nouvelles. En premier lieu, car elles furent délibérément établies et organisées afin de produire des marchandises pour le marché mondial. Deuxièmement, du fait que celles-ci existaient non seulement de manière simultanée dans le même espace-temps, mais en étant toutes et chacune d'entre elles articulées au capital et à son marché, et ainsi, articulées entre elles. Elles configurèrent un nouveau modèle global de contrôle du travail, lui-même constituant une composante cruciale d'un nouveau modèle de pouvoir, dont elles étaient, conjointement et individuellement, dépendantes en termes historico-structurels. Et cela, non seulement du fait de leur position et de leur fonction comme parties subordonnées d'un tout, mais également parce que, sans perdre leurs caractéristiques respectives et sans que ne soit affectée la nature discontinue de leurs relations avec l'ordre d'ensemble et entre elles-mêmes, leur mouvement historique dépendait dorénavant de leur appartenance au modèle de pouvoir mondial. Troisièmement, afin de remplir leurs nouvelles fonctions, chacune d'elles développa par conséquent de nouvelles caractéristiques et de nouvelles configurations historico-structurelles.

Dans la mesure où cette structure de contrôle du travail, des ressources et des produits consistait dans l'articulation conjointe de toutes ses formes historiquement connues, s'établissait, pour la première fois dans l'histoire, un modèle global de contrôle du travail, de ses ressources et de ses produits. Et, se constituant autour et en fonction du capital, son caractère d'ensemble était également capitaliste. Ainsi s'établissait une structure de relations de production nouvelle, originale et singulière dans l'expérience historique du monde : le capitalisme mondial.

Colonialité du pouvoir et capitalisme mondial

Les nouvelles identités historiques produites sur la base de l'idée de race furent associées à des rôles et des positions spécifiques dans la nouvelle structure globale de contrôle du travail. Ces deux éléments, race et division du travail, se trouvèrent donc associés structurellement, se renforçant mutuellement, et ce bien qu'aucun des deux ne fût nécessairement dépendant de l'autre pour exister ou pour se transformer.

Genes, Race and History, Aldyne de Gruyter, New York, 1994 et Aníbal Quijano, « ¡Qué tal raza! », in, *Familia y cambio social*, CECOSAM, Lima, 1999.

⁷. NdT : terme parfois traduit en français par « servage », et qui désigne un rapport social de production qui lui est proche. Ainsi que le souligne Carmen Bernand, « ces catégories se retrouvent dans le monde rural et désignent en fait des paysans sans terre, des métayers (sous des formes diverses [*arrimado, concierto, peón, yanacona*]) qui sont dans une relation quasiment servile avec le patron ou propriétaire des terrains », *Courriel du 21/04/09*. L'usage qu'en fait ici l'auteur est cependant plus large et désigne ces rapports serviles mais dans un contexte qui n'est pas exclusivement rural.

C'est ainsi que fut systématiquement imposée une division raciale du travail. Dans l'aire hispanique, la Couronne de Castille décida rapidement la fin de l'esclavage des Indiens afin d'éviter leur extermination complète. Ils furent alors relégués à la *servidumbre*. On permit à ceux qui vivaient dans leurs communautés de continuer leur pratique traditionnelle de la réciprocité – c'est-à-dire l'échange de force de travail et de travail sans qu'il existe de marché – comme manière de reproduire leur force de travail en tant que *siervos*⁸. Dans certains cas, la noblesse indienne, une faible minorité, fut exemptée de la *servidumbre* et bénéficia d'un traitement spécial dû à son rôle d'intermédiaire avec la race dominante ; il lui fut également permis d'occuper certaines des fonctions pour lesquelles étaient employés les Espagnols n'appartenant pas à la noblesse. Les Noirs en revanche, furent réduits en esclavage. Les Espagnols et les Portugais, en tant que race dominante, pouvaient percevoir un salaire, être des commerçants indépendants, des artisans indépendants ou des agriculteurs indépendants, en somme des producteurs de marchandises indépendants. Cependant, seuls les nobles pouvaient occuper les postes intermédiaires et élevés de l'administration coloniale, civile et militaire.

A partir du XVIII^e siècle, en Amérique hispanique, nombre de métis d'Espagnols et de femmes indiennes, une strate sociale alors étendue et importante dans la société coloniale, commencèrent à assurer les mêmes fonctions et à participer aux mêmes activités que les Ibériques non nobles. Dans une moindre mesure, et surtout dans le domaine des activités de service ou qui requéraient des talents ou des compétences particulières (la musique par exemple), ce fut également le cas des plus « blanchis » (*ablancados*) parmi les métis de femmes noires et d'Ibériques (Espagnols ou Portugais) ; mais, leurs mères étant des esclaves, ceux-ci tardèrent à voir leurs nouveaux rôles légitimés. La distribution raciste du travail au sein du capitalisme colonial/moderne se maintint tout au long de la période coloniale.

Au cours de l'expansion mondiale de la domination coloniale opérée par la même race dominante – les Blancs (ou, à partir du XVIII^e, les Européens) – le même critère de classification sociale fut imposé à l'échelle du globe à toute la population mondiale. Par conséquent, de nouvelles identités historiques et sociales furent produites : les *Jaunes* et les *Couleurs d'olive* (ou Olivacés) vinrent s'ajouter aux Blancs, aux Indiens, aux Noirs et aux Métis. Cette distribution raciste de nouvelles identités sociales fut articulée, tel que cela avait déjà été le cas, avec grand succès, en Amérique, à une distribution raciste du travail et des formes d'exploitation du capitalisme colonial. Celle-ci prit essentiellement la forme d'une association quasi exclusive de la blancheur sociale au salaire et, bien entendu, aux fonctions dirigeantes de l'administration coloniale.

Ainsi, chaque forme de contrôle du travail fut associée à une race particulière. De ce fait, le contrôle d'une forme de travail spécifique pouvait dans le même temps permettre de contrôler un groupe spécifique de sujets dominés. Une nouvelle technologie de domination/exploitation, ici race/travail, s'établit de telle sorte que l'association apparût comme naturelle. Une opération qui, jusqu'ici, a connu un succès exceptionnel.

Colonialité et euro-centrement du capitalisme mondial

La position privilégiée acquise avec la conquête de l'Amérique quant au contrôle de l'or, de l'argent et d'autres marchandises produites par le travail gratuit d'Indiens, de Noirs et de Métis, ainsi que la localisation avantageuse sur la côte atlantique par où devaient nécessairement passer les flux de marchandises à destination du marché mondial, constituèrent pour les Blancs un avantage décisif dans la bataille pour le contrôle des flux commerciaux mondiaux. La monétisation progressive du marché mondial, stimulée et permise

⁸. NdT : terme désignant celui qui est soumis au régime de la *servidumbre*.

par les métaux précieux de l'Amérique, ainsi que le contrôle de ressources si considérables, permit aux Blancs de contrôler le vaste réseau d'échange commercial préexistant qui incluait, essentiellement, la Chine, l'Inde, Ceylan, l'Égypte, la Syrie, les futurs Extrême et Moyen-Orient. De ce fait, ils purent également concentrer le contrôle du capital commercial, du travail et des ressources de production dans l'ensemble du marché mondial. Et tout ceci fut, par la suite, renforcé et consolidé par l'expansion de la domination coloniale blanche sur une population mondiale hétérogène.

Comme on le sait, le contrôle des flux commerciaux mondiaux exercé par les groupes dominants – que cette domination soit nouvelle ou non – dans les zones de l'Atlantique où ils avaient leurs sièges, donna une impulsion à un nouveau processus d'urbanisation dans ces lieux, au développement des échanges commerciaux entre eux, et ainsi à la formation d'un marché régional de plus en plus intégré et monétisé grâce au flux de métaux précieux en provenance d'Amérique. Une région historiquement nouvelle se constituait comme une nouvelle id-entité géoculturelle : l'Europe, et plus spécifiquement l'Europe occidentale⁹. Cette nouvelle id-entité géoculturelle émergeait en tant que centre du contrôle du marché mondial. Dans le même mouvement historique, se produisait le déplacement de l'hégémonie des côtes méditerranéennes et des côtes ibériques vers celles de l'Atlantique nord-occidental.

Cette situation de centre du nouveau marché mondial ne permet pas, en elle-même ou à elle seule, d'expliquer pourquoi l'Europe devint également, jusqu'au XIX^e siècle et pratiquement jusqu'à la crise mondiale autour de 1870, le centre du processus de mercantilisation de la force de travail, c'est-à-dire de développement de la relation capital-salaire comme forme spécifique de contrôle du travail, de ses ressources et de ses produits. Tandis qu'à l'inverse, l'ensemble des autres régions et populations incorporées au nouveau marché mondial et colonisées, ou en cours de colonisation, sous domination européenne, restaient soumises essentiellement à des relations de travail non salariales, bien que, naturellement, ce travail, ses ressources et ses produits, prenaient place dans une chaîne de transfert de valeur et de bénéfices dont le contrôle revenait à l'Europe occidentale. Dans les régions non européennes, le travail salarié était concentré presque exclusivement parmi les Blancs.

Il n'y a rien dans la relation sociale du capital en elle-même, ou dans les mécanismes du marché mondial, en général dans le capitalisme, qui implique la nécessité historique de la concentration du travail salarié non pas uniquement mais essentiellement en Europe, et, par la suite, précisément sur cette base, de la concentration de la production industrielle capitaliste pendant plus de deux siècles. Un contrôle européo-occidental du travail salarié de n'importe quel secteur de la population mondiale eût été parfaitement réalisable, comme le montre le fait que c'est bien ce qui se produisit après 1870. Il eût en outre été probablement plus avantageux pour les Européens occidentaux. L'explication doit donc être cherchée ailleurs dans l'histoire.

Le fait est que, dès les premiers temps de l'Amérique coloniale, les futurs Européens associèrent le travail non payé ou non salarié aux races dominées, précisément car elles étaient des races inférieures. Le vaste génocide des Indiens au cours des premières décennies de la colonisation ne fut pas causé principalement par la violence de la conquête, ni par les maladies dont les *conquistadores* étaient porteurs, mais par le fait que ces Indiens furent utilisés comme une main d'œuvre jetable, forcés qu'ils étaient de travailler jusqu'à la mort. La suppression de cette pratique coloniale ne devient effective qu'avec l'échec des *encomenderos*¹⁰ au milieu du XVI^e siècle. La réorganisation politique du colonialisme ibérique

⁹. Fernando Coronil a analysé la construction de la catégorie d'Occident comme partie intégrante de la formation d'un pouvoir global. Cf. « Beyond Occidentalism : Toward Nonimperial Geohistorical Categories », in *Cultural Anthropology*, vol. 11, n° 1, février 1996.

¹⁰. NdT : Détenteurs d'*encomiendas*. L'*encomienda* est une institution au travers de laquelle la Couronne confiait (*encomendar*) un certain nombre d'Indiens à un de ses « représentants » qui était en droit d'exiger des

qui s'ensuivit déboucha sur une nouvelle politique de réorganisation des populations indiennes et de leurs relations avec les colonisateurs. Mais les Indiens ne devinrent pas pour autant des travailleurs libres et salariés. Ils furent dorénavant destinés à la *servidumbre* non payée. Par ailleurs, la *servidumbre* des Indiens en Amérique ne saurait être simplement assimilée au servage du féodalisme européen, puisqu'elle n'incluait la protection supposée d'aucun seigneur féodal, ni toujours, ni nécessairement, la possession d'une parcelle de terrain cultivable en guise de salaire. Surtout avant l'Indépendance, la reproduction de la force de travail du *siervo* indien avait lieu dans les communautés. Néanmoins, plus de cent ans après l'Indépendance, une grande partie de la *servidumbre* indienne était toujours contrainte de reproduire sa force de travail par ses propres moyens¹¹. L'autre forme de travail non salarié ou simplement non payé, le travail esclave, fut destiné exclusivement à la population amenée de la future Afrique et appelée noire.

La classification *raciale* de la population ainsi que la précoce association des nouvelles identités raciales des colonisés aux formes de contrôle du travail non payées et non salariées, développa parmi les Européens ou Blancs le sentiment que le travail payé était le privilège des *Blancs*. L'infériorité raciale des colonisés impliquait qu'ils n'étaient pas dignes de percevoir un salaire. Ils étaient naturellement tenus de travailler au profit de leurs maîtres. Encore aujourd'hui, il est relativement aisé d'observer cette attitude parmi les propriétaires terriens blancs, dans quelque endroit du monde que ce soit. Et de nos jours, le salaire moins élevé à travail égal des *racés inférieures* par rapport à celui des *Blancs*, dans les centres capitalistes, ne saurait, lui non plus, être expliqué sans prendre en considération la classification sociale raciste de la population du monde. En d'autres termes, sans prendre en compte la colonialité du pouvoir capitaliste mondial.

Le contrôle du travail dans le nouveau modèle de pouvoir mondial se constitua ainsi en articulant toutes les formes historiques de contrôle du travail autour de la relation capital-travail salarié et, de la sorte, sous la domination de celle-ci. Mais cette articulation fut constitutivement coloniale car elle se fonda, en premier lieu, sur l'assignation de toutes les formes de travail non payé aux races colonisées, à l'origine les *Indiens*, les *Noirs* et, de façon plus complexe, les *Métis*, en Amérique, et, plus tard, aux autres races colonisées dans le reste du monde, *Couleurs d'olive* et *Jaunes*. En second lieu cette articulation reposa sur l'assignation du travail payé, salarié, à la race colonisatrice, les *Blancs*.

Cette colonialité du contrôle du travail détermina la distribution géographique de chacune des formes intégrées dans le capitalisme mondial. En d'autres termes, elle donna forme à la géographie sociale du capitalisme : le capital, en tant que relation sociale de contrôle du travail salarié, était l'axe autour duquel s'articulaient toutes les autres formes de contrôle du travail, de ses ressources et de ses produits. Cette position garantissait sa prédominance, et conférait un caractère capitaliste à l'ensemble de cette structure de contrôle du travail. Mais dans le même temps, ce rapport social spécifique fut géographiquement concentré en Europe, et socialement réservé aux Européens dans le monde capitaliste tout entier. De cette façon, et dans cette mesure, l'Europe et l'euroanéité (*lo europeo*) se constituèrent en tant que centre du monde capitaliste.

prestations de travail ou le tribut dû par les Indiens à la Couronne. En contrepartie, le colon devait protéger et « civiliser » « ses » Indiens.

¹¹. D'après ce qu'il me rapporta personnellement, Alfred Metraux, le célèbre anthropologue français, rencontra cette situation à la fin des années 50 dans le sud du Pérou. C'est également ce que je pus observer à Cuzco en 1963 : un péon indien contraint de voyager de son village, situé à La Convención, jusqu'à la ville, pour remplir l'obligation qui lui été faite de se mettre à son tour au service de ses patrons (*patrones*) pendant une semaine. Mais ceux-ci ne lui fournissaient ni le gîte, ni le couvert et, bien entendu, ne lui versaient pas de salaire. Metraux avançait que cette situation était plus proche du colonat romain du IV^e avant J.-C. que du féodalisme européen.

Lorsque Raúl Prebisch¹² forgea la célèbre image de « Centre-Périphérie » afin de décrire la configuration mondiale du capitalisme après la seconde guerre mondiale, il mit en lumière, à dessein ou non, la pierre angulaire du caractère historique de ce modèle de contrôle du travail, de ses ressources et de ses produits – qui fait partie intégrante du nouveau modèle de pouvoir mondial constitué à partir de la conquête de l'Amérique. Le capitalisme mondial fut, dès le départ, colonial/moderne et eurocentré. Sans référence claire à ces caractéristiques historiques spécifiques du capitalisme, le concept même de « système-monde moderne » développé, principalement, par Immanuel Wallerstein¹³ à partir de Prebisch et du concept marxien de capitalisme mondial, ne saurait être compris pleinement et de façon appropriée.

Nouveau modèle de pouvoir mondial et nouvelle intersubjectivité mondiale

Une fois assise sa condition de centre du capitalisme mondial, l'Europe, outre le contrôle qu'elle exerçait dorénavant sur le marché mondial, put imposer sa domination coloniale sur toutes les régions et populations de la planète en les incorporant au « système-monde » qui se constituait de la sorte, et à son modèle de pouvoir spécifique. Pour ces régions et ces populations, ceci impliqua un processus de *ré-identification historique*, puisque depuis l'Europe leur furent attribuées de nouvelles identités géoculturelles. De cette façon, après l'Amérique et l'Europe, furent constituées l'Afrique, l'Asie et, dans une certaine mesure, l'Océanie. La colonialité du nouveau modèle de pouvoir fut, concernant la production de ces nouvelles identités, une des déterminations les plus actives. Cependant les modalités et le niveau de développement politique et culturel, et plus spécifiquement intellectuel, jouèrent également un rôle de premier plan dans chacun des cas. En éludant ces facteurs on ne saurait comprendre pourquoi la catégorie d'*Orient* fut élaborée comme la seule pourvue de la dignité suffisante pour être l'Autre, bien que par définition inférieur, de l'*Occident*, sans qu'aucune catégorie équivalente n'ait été forgée pour les *Indiens* ou les *Noirs*¹⁴. Mais cette même omission indique que ces facteurs opérèrent également au sein du modèle raciste de classification sociale universelle de la population mondiale.

L'incorporation à un monde unique dominé par l'Europe d'histoires culturelles si diverses et si hétérogènes, se traduisit par une configuration culturelle, intellectuelle, en somme intersubjective, équivalente à l'articulation de toutes les formes de contrôle du travail autour du capital, afin d'établir le capitalisme mondial. En effet, toutes les expériences, les histoires, les ressources et les productions culturelles, finirent elles aussi par s'articuler au sein d'un unique ordre culturel global formé autour de l'hégémonie européenne et occidentale. En d'autres termes, en tant que partie intégrante du nouveau modèle de pouvoir mondial, l'Europe plaça également sous son hégémonie le contrôle de toutes les formes de contrôle de la subjectivité, de la culture, et en particulier de la connaissance, de la production de connaissance.

¹². Voir « Commercial policy in the underdeveloped countries », in *American Economic Review, Papers and Proceedings*, vol. XLIX, mai 1959. Voir également *The Economic Development in Latin America and its Principal Problems*, ECLA, United Nations, New York, 1960. Voir Werner Baer, « The Economics of Prebisch and ECLA », in *Economic Development and Cultural Change*, vol. X, janvier 1962.

¹³. Voir surtout Immanuel Wallerstein, *The Modern World-System*, 3 vol., Academic Press Inc., New York, 1974-1989 ainsi que Terence Hopkins, Immanuel Wallerstein, *World-Systems Analysis. Theory and Methodology*, vol.1, Sage Publications, Beverly Hills, 1982.

¹⁴. Sur le processus de production de nouvelles identités historico-géoculturelles, voir Edmundo O'Gorman, *La invención de América*, Fondo de Cultura Económica, Mexico, 1954 ; José Rabasa, *Inventing America*, Oklahoma University Press, Norman, 1993 ; Enrique Dussel, *The Invention of the Americas*, Continuum, New York, 1995 ; V. Y. Mudimbe, *The Invention of Africa. Gnosis. Philosophy and the Order of Knowledge*, Bloomington University Press, Bloomington, 1988 ; Charles Tilly, *Coercion, Capital and European States AD 990-1992*, Blackwell, Cambridge, 1990 ; Edward Said, *Orientalism*, Vintage Books, New York, 1979 ; Fernando Coronil, *op. cit.*

Au cours du processus qui allait conduire à ce résultat, les colonisateurs se livrèrent à diverses opérations qui rendent compte des conditions ayant mené à la configuration d'un nouvel univers de relations intersubjectives de domination entre, d'une part, l'Europe et l'euroanéité (*lo europeo*), et, d'autre part, les autres régions et populations du monde, qui se voyaient attribuer, au cours du même processus, de nouvelles identités géoculturelles. En premier lieu, les colonisateurs dépossédèrent les populations colonisées de celles parmi leurs découvertes culturelles qui s'avéraient les plus utiles pour le développement du capitalisme et au bénéfice du centre européen. En deuxième lieu, ils réprimèrent autant qu'ils le purent, c'est-à-dire dans des mesures variables, les formes de production de connaissance des colonisés, leurs modèles de production de sens, leurs univers symboliques, leurs modèles d'expression et d'objectivation de la subjectivité. Dans ce domaine la répression fut, comme on le sait, plus violente, profonde et durable parmi les Indiens de l'Amérique ibérique, condamnés à être une sous-culture paysanne, illettrée, du fait de la spoliation de leur héritage intellectuel objectivé. Un processus équivalent eut lieu en Afrique. Dans le cas de l'Asie, la répression fut sans aucun doute bien moins forte et permit ainsi qu'une partie importante de l'histoire et de l'héritage intellectuel écrit fût préservée. C'est précisément cela qui fut à l'origine de la catégorie d'Orient. En troisième lieu, les colonisateurs forcèrent – là aussi dans des mesures variables selon les cas – les colonisés à apprendre partiellement la culture des dominants, dans tous les domaines utiles à la reproduction de la domination, qu'il s'agisse de l'activité matérielle, technologique ou de l'activité subjective, en particulier religieuse. Tel est bien le cas de la religiosité judéo-chrétienne. Tout ce processus accidenté impliqua à long terme une colonisation des perspectives cognitives, des façons de produire ou de donner sens aux résultats de l'expérience matérielle ou intersubjective, de l'imaginaire, de l'univers de relations intersubjectives du monde, de la culture en somme¹⁵.

Enfin, le fait que l'Europe ait réussi à devenir le centre du système-monde moderne, selon la formule judicieuse de Wallerstein, développa chez les Européens une caractéristique commune à tous les dominateurs coloniaux et impériaux de l'histoire, l'*ethnocentrisme*. Mais, dans le cas européen, cette caractéristique reposait sur un fondement et une justification particuliers : la classification raciale de la population du monde après la conquête de l'Amérique. L'association de ces deux phénomènes, l'ethnocentrisme colonial et la classification raciale universelle, permet d'expliquer pourquoi les Européens furent conduits à se sentir non seulement supérieurs à tous les autres peuples du monde, mais, plus spécifiquement, *naturellement* supérieurs. Cette instance historique s'exprima au travers d'une opération mentale d'une importance fondamentale pour l'ensemble du modèle de pouvoir mondial, surtout sur le plan des relations intersubjectives hégémoniques en son sein et, en particulier, par rapport à sa perspective de connaissance : les Européens générèrent une nouvelle perspective temporelle de l'histoire et re-situèrent les peuples colonisés, ainsi que leurs histoires et cultures respectives, dans le passé sur une trajectoire historique dont l'aboutissement était l'Europe¹⁶. Mais, significativement, ils le firent non sur une même ligne

¹⁵. Sur ces questions voir George W. Stocking Jr., *Race, Culture and Evolution. Essays in the History of Anthropology*, The Free Press, New York, 1968 ; Robert C. Young, *Colonial Desire. Hybridity in Theory, Culture and Race*, Routledge, Londres, 1995. Aníbal Quijano, « Colonialidad y modernidad/racionalidad », *art. cité* Voir du même auteur, « Colonialidad del poder, cultura y conocimiento en América Latina », in *Anuario Mariateguino*, vol. IX, n° 9, Lima, 1997 et « Réflexions sur l'Interdisciplinarité, le Développement et les Relations interculturelles », in *Entre Savoirs. Interdisciplinarité en acte : enjeux, obstacles, résultats*, UNESCO/ERES, Paris, 1992 ; Serge Gruzinski, *La colonisation de l'imaginaire. Sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique Espagnol XVI-XVIII^e siècle*, Gallimard, Paris, 1988.

¹⁶. Voir Walter Mignolo, *The Darker Side of Renaissance. Literacy, Territoriality and Colonization*, Michigan University Press, Ann Arbor, 1995 ; J.M. Blaut, *The Colonizers Model of The World. Geographical Diffusionism and Eurocentric History*, The Guilford Press, New York, 1993 ; Edgardo Lander, « Colonialidad, modernidad, postmodernidad », in *Anuario Mariateguino*, vol. IX, n° 9, Lima, 1997.

continue comprenant les Européens, mais dans une autre catégorie naturellement différente. Les peuples colonisés étaient des races *inférieures* et, partant, *antérieurs* aux Européens.

Suivant cette perspective, la modernité et la rationalité furent conçues comme étant des expériences et des produits exclusivement européens. De ce point de vue, les relations intersubjectives et culturelles entre l'Europe, l'Europe occidentale s'entend, et le reste du monde, furent codifiées au moyen d'un jeu entier de nouvelles catégories : Orient/Occident, primitif/civilisé, magique-mythique/scientifique, irrationnel/rationnel, traditionnel/moderne ; en somme Europe/non-Europe. Même ainsi, la seule catégorie ayant eu l'honneur d'être reconnue en tant qu'Autre de l'Europe, ou « Occident », fut l'« Orient », et non les « Indiens » d'Amérique, ni les « Noirs » d'Afrique. Ceux-ci étaient simplement des « primitifs ». La race constitue assurément la catégorie fondamentale sous-jacente à cette codification des relations entre européen et non-européen¹⁷. Cette perspective de connaissance binaire et dualiste, propre à l'eurocentrisme, imposa son hégémonie au monde entier dans le sillage de l'expansion de la domination coloniale de l'Europe sur le reste du monde. On ne saurait expliquer d'une autre manière, du moins de façon satisfaisante, l'instauration de l'eurocentrisme comme perspective de connaissance hégémonique, celle de la version eurocentrique de la modernité et de ses deux principaux mythes fondateurs : premièrement, l'idée-image de l'histoire de la civilisation humaine comme une trajectoire qui part d'un état de nature et aboutit en Europe. Et deuxièmement, l'opération qui confère aux différences entre Europe et non-Europe le sens de différences de nature (raciale) et non de différences ressortissant à l'histoire du pouvoir. Ces mythes peuvent tous deux être, de toute évidence, identifiés au fondement de l'évolutionnisme et du dualisme, deux des pierres angulaires de l'eurocentrisme.

La question de la modernité

Mon propos n'est pas ici d'engager une discussion approfondie au sujet de la question de la modernité et de son interprétation eurocentrique. J'ai, par le passé, consacré d'autres études à cette question et j'y reviendrai par la suite. Ainsi, on ne trouvera pas dans les développements qui vont suivre d'examen du débat modernité-postmodernité et de sa vaste bibliographie. Il est néanmoins pertinent pour les objectifs de ce travail, et en particulier ceux de la partie suivante, d'insister sur certains points¹⁸.

Les Européens occidentaux s'imaginant être l'aboutissement d'une trajectoire de civilisation partant d'un état de nature, ils en vinrent également à se penser comme les *modernes* de l'humanité et de son histoire, c'est-à-dire, comme *la nouveauté et en même temps comme le stade le plus avancé de l'espèce*. Mais, étant donné que dans le même temps ils attribuaient au reste de l'espèce l'appartenance à une catégorie par nature inférieure et donc antérieure – c'est-à-dire le passé dans l'évolution de l'espèce –, les Européens imaginèrent en outre être non seulement seuls porteurs de cette modernité, mais également en être les créateurs et protagonistes exclusifs. Ce que ceci a de frappant n'est pas le fait que les Européens se soient imaginés et conçus de la sorte, eux-mêmes ainsi que le reste de l'espèce – ceci n'est pas le privilège des Européens –, mais le fait qu'ils aient été capables de diffuser et

¹⁷. Autour des catégories produites pendant la domination coloniale européenne du monde, un bon nombre de perspectives critiques existent : « études subalternes », « études postcoloniales », « études culturelles », « multiculturalisme », parmi les perspectives actuelles. Il existe également une abondante bibliographie, trop longue pour être citée ici, et comportant des noms célèbres tels que ceux de Guha, Spivak, Said, Bhabha, et Hall notamment.

¹⁸. Parmi mes études antérieures voir, en particulier, *Modernidad, Identidad y Utopía en América Latina*, Éd. Sociedad y Política, Lima, 1988 ; « Colonialidad y modernidad/racionalidad », *op. cit.* ; « Estado-nación, ciudadanía y democracia : cuestiones abiertas », in Helena González, Heifuld Schmidt (éd.), *Democracia para una nueva sociedad*, Nueva Sociedad, Caracas, 1998.

d'instituer cette perspective historique de manière hégémonique au sein du nouvel univers intersubjectif du modèle mondial de pouvoir.

Bien entendu, la résistance intellectuelle à cette perspective ne tarda pas à émerger en Amérique latine, à partir de la fin du XIX^e siècle, mais elle se consolida surtout au cours du XX^e siècle et tout particulièrement après la deuxième guerre mondiale, en lien avec le débat sur la question du développement-sous-développement. Dans la mesure où ce débat fut longtemps dominé par la dénommée théorie de la modernisation¹⁹ – au travers de ses variantes opposées – qui soutenait que la modernisation n'implique pas nécessairement l'occidentalisation des sociétés et des cultures non-européennes, l'un des arguments les plus fréquents fut que la modernité est un phénomène propre à toutes les cultures, et pas seulement à la culture européenne ou occidentale.

Si le concept de modernité renvoie, exclusivement ou fondamentalement, aux idées de nouveauté, de progrès, de rationalité scientifique, de laïcité, de sécularisme – idées et expériences qui sont normalement associées à cette notion – force est d'admettre qu'il s'agit d'un phénomène possible dans toutes les cultures et à toutes les époques historiques. Avec toutes leurs spécificités et leurs différences respectives, toutes les dénommées *hautes cultures* (Chine, Inde, Egypte, Grèce, empires maya et aztèque, Tawantinsuyu²⁰) antérieures au système-monde actuel présentent incontestablement les signes de cette modernité, y compris la rationalité scientifique, la sécularisation de la pensée, etc. En réalité, à ce stade de la recherche historique il serait presque ridicule d'attribuer aux cultures non-européennes une mentalité mythico-magique par exemple, en tant que caractéristique définitionnelle, par opposition à la rationalité et à la science qui seraient propres à l'Europe, car mis à part leurs contenus symboliques éventuels, ou plutôt supposés, les villes, les temples et les palais, les pyramides, ou les cités monumentales – Machu Pichu ou encore Boro Budur –, les systèmes d'irrigation, les grandes voies de transport, les technologies métallifères, agricoles, les mathématiques, les calendriers, l'écriture, la philosophie, leurs histoires respectives, les armes et les guerres, rendent compte du développement scientifique et technologique atteint par chacune de ces hautes cultures, bien avant la formation de l'Europe comme nouvelle id-entité. Tout au plus peut-on dire que, au cours de la période actuelle, le développement scientifique et technologique a été plus loin et que des découvertes et des réalisations majeures ont été accomplies sous l'hégémonie de l'Europe et, en général, de l'Occident.

Les défenseurs du brevet européen sur la modernité en appellent habituellement à l'histoire culturelle du monde gréco-romain antique et au monde méditerranéen antérieur à la conquête de l'Amérique, afin de légitimer leur prétention à l'exclusivité de ce brevet. Cet argument est curieux dans la mesure où il élude, premièrement, le fait que la partie réellement avancée de ce monde méditerranéen, avant la conquête de l'Amérique, quel que soit le domaine de cette modernité que l'on considère, était la partie judéo-musulmane. Deuxièmement, le fait que ce fut au sein de ce monde que furent conservés l'héritage culturel gréco-romain, les villes, le commerce, l'agriculture commerciale, l'activité minière, le textile, la philosophie, l'histoire, lorsque l'Europe était dominée par le féodalisme et son obscurantisme culturel. Troisièmement, le fait que, très probablement, la mercantilisation de la force de travail, la relation capital-salaire, émergea dans cette même aire et que ce n'est qu'au cours de son développement qu'elle connut une expansion vers le nord de la future Europe. Quatrièmement, le fait que ce n'est qu'à partir de la défaite de l'Islam et du déplacement postérieur vers le centre-nord de la future Europe de l'hégémonie sur le marché mondial, grâce à la conquête de l'Amérique, que le centre de l'activité culturelle commence également à se déplacer vers cette nouvelle région. C'est pourquoi la nouvelle perspective

¹⁹. Il existe une abondante littérature autour de ce débat. Une synthèse peut être trouvée dans mon texte « El fantasma del desarrollo en América Latina », *Revista venezolana de economía y ciencias sociales*, n° 2, 2000.

²⁰. NdT : Terme quechua désignant l'empire inca ou « empire des quatre quartiers ».

géographique sur l'histoire et la culture qui y est élaborée et qui impose mondialement son hégémonie, implique naturellement une nouvelle géographie du pouvoir. L'idée même d'Occident-Orient est tardive et naît de l'hégémonie britannique. Ou faut-il encore rappeler que le méridien de Greenwich traverse Londres et non Séville ou Venise ?²¹

En ce sens, la proposition eurocentrique qui fait de l'Europe la productrice et l'agent exclusif de la modernité, et qui, par conséquent, tient toute modernisation de populations non-européennes pour une européisation, est une proposition ethnocentrique et, en fin de compte, provinciale. Mais, d'autre part, si l'on posait que le concept de modernité fait uniquement référence à la rationalité, à la science, à la technologie, etc., le questionnement auquel on soumettrait l'expérience historique ne différerait en rien de celui que formule l'ethnocentrisme européen ; le débat se réduirait à la dispute pour l'originalité et l'exclusivité de la propriété du phénomène appelé modernité, et se situerait dès lors sur le même terrain et adopterait la même perspective que l'eurocentrisme.

Il existe cependant un ensemble d'éléments démontrables qui invitent à formuler une conception de modernité bien distincte, qui rend compte d'un processus historique spécifique au système-monde actuel. Ses références et caractéristiques antérieures ne sont évidemment pas absentes de cette conception mais elles y figurent plutôt en tant qu'elles font partie d'un univers de relations sociales, matérielles et intersubjectives, dont la question centrale est la libération humaine comme intérêt historique de la société et, par conséquent, également comme son espace central de conflictualité. Dans les limites de ce travail, je me restreindrai à avancer, de façon brève et schématique, quelques propositions²².

Le modèle de pouvoir actuel est, en premier lieu, le premier modèle réellement mondial de l'histoire connue ; et ce dans plusieurs sens spécifiques. *Premièrement*, il est le premier dans lequel, au sein de chacun des domaines de l'existence sociale, sont articulées toutes les formes historiquement connues de contrôle des relations sociales correspondantes, configurant dans chaque aire une unique structure dotée de relations systématiques entre ses composantes ; et il en va de même pour les relations au niveau de l'ensemble du modèle. *Deuxièmement*, il est le premier dans lequel chacune de ces structures correspondant à chaque domaine de l'existence sociale est placée sous l'hégémonie d'une institution produite au sein du processus de formation et de développement de ce même modèle de pouvoir. Ainsi, pour le contrôle du travail, de ses ressources et de ses produits, on trouve l'entreprise capitaliste ; pour le contrôle du sexe, de ses ressources et de ses produits, on trouve la famille bourgeoise ; pour le contrôle de l'autorité, de ses ressources et de ses produits, l'État-nation ; pour le contrôle de l'intersubjectivité, l'eurocentrisme²³. *Troisièmement*, chacune de ces institutions existe dans des relations d'interdépendance par rapport à chacune des autres. Le modèle de pouvoir est, par conséquent, configuré comme un système²⁴. *Quatrièmement*, enfin, ce modèle de pouvoir mondial est le premier à comprendre la totalité de la population de la planète.

En ce sens spécifique, l'humanité actuelle dans son ensemble constitue le premier *système-monde global* connu dans l'histoire ; non seulement un *monde* comme celui que constituèrent peut-être la Chine, l'Inde, l'Égypte, la Grèce et Rome, les empires maya et

²¹. À ce propos se reporter aux judicieuses observations de Robert J.C Young, *op. cit.*

²². Pour une discussion plus approfondie voir « Modernidad y democracia : intereses y conflictos » (à paraître prochainement dans *Anuario Mariateguino*, vol. XII, n° 12, Lima, 2000).

²³. Au sujet des propositions théoriques de cette conception du pouvoir, voir « Coloniality of power and its institutions », Symposium sur *Colonialidad del poder y sus ámbitos sociales*, Binghamton University, Binghamton, New York, avril 1999, polycopié.

²⁴. En ce sens que les relations entre les parties et la totalité ne sont pas arbitraires et que cette dernière est hégémonique par rapport aux parties sur le plan de l'orientation du mouvement d'ensemble. Et non dans un sens systémique, c'est-à-dire réfléchissant les relations des parties entre elles et avec l'ensemble comme étant de nature logico-fonctionnelle. Ceci ne se produit que pour les machines et les organismes. Jamais pour les relations sociales.

aztèque ou le Tawantinsuyu. Ces mondes éventuels n'eurent en commun que la domination coloniale/impériale, et, contrairement à ce qu'avance le récit colonial eurocentrique, il n'est pas certain que tous les peuples incorporés à l'un de ces mondes aient également partagé une perspective fondamentale sur les relations entre l'humain et le reste de l'univers. Les dominateurs coloniaux de chacun de ces mondes ne bénéficiaient pas des conditions et n'avaient sans doute pas intérêt à homogénéiser les formes élémentaires d'existence sociale de toutes les populations sous leur domination. En revanche, le monde actuel, celui qui commença à se former avec la conquête de l'Amérique, a trois éléments centraux communs qui affectent la vie quotidienne de la totalité de la population mondiale : *la colonialité du pouvoir*, *le capitalisme* et *l'eurocentrisme*. Bien entendu, l'hégémonie de ce modèle de pouvoir n'implique nullement, pas davantage qu'un autre, que l'hétérogénéité historico-structurale ait été éradiquée au sein des territoires sous sa domination. Son caractère global signifie en revanche qu'existe un socle fondamental de pratiques sociales communes, ainsi qu'une sphère intersubjective qui joue le rôle de sphère centrale d'orientation axiologique de l'ensemble. C'est pourquoi les institutions hégémoniques dans chaque domaine de l'existence sociale sont universelles parmi la population mondiale en tant que modèles intersubjectifs, à l'instar de l'État-nation, de la famille bourgeoise, de l'entreprise, de la rationalité eurocentrique.

Par conséquent, quelque leurre qu'implique le terme de modernité, celle-ci engage aujourd'hui l'ensemble de la population mondiale et toute son histoire des cinq cents dernières années, tous les mondes ou ex-mondes articulés au sein du modèle global de pouvoir, chacun de ses segments différenciés ou différenciables, dans la mesure où elle se constitua conjointement et en tant que partie intégrante de la redéfinition ou la reconstitution historique de chacun d'eux par leur incorporation au modèle, nouveau et commun, de pouvoir mondial ; et donc également en tant qu'articulation de nombreuses rationalités. En d'autres termes, s'agissant d'une histoire nouvelle et différente, dotée d'expériences spécifiques, les questions que cette histoire permet et impose de formuler ne peuvent être explorées, et encore moins contestées, au moyen de la conception eurocentrique de la modernité. Pour cette raison, il serait aujourd'hui impossible d'avancer qu'il s'agit d'un phénomène purement européen ou qu'il se produit dans toutes les cultures. Il s'agit de quelque chose de nouveau et de différent, spécifique à ce modèle de pouvoir mondial. Si le nom doit être conservé, il doit s'agir, dans tous les cas, d'une autre modernité.

La question centrale qui nous intéresse ici est la suivante : dans quelle mesure peut-on parler de nouveauté à propos de la modernité ? Seulement le développement et la redéfinition des expériences, des tendances et des processus d'autres mondes, ou également ce qui fut produit au cours de l'histoire propre de l'actuel modèle de pouvoir mondial ?

Dussel a proposé la catégorie de *transmodernité* en tant qu'alternative à la prétention eurocentrique qui fait de l'Europe la productrice originale de la modernité²⁵. Selon cette proposition, la constitution du Moi individuel différencié est un phénomène nouveau qui intervient avec la conquête de l'Amérique – en Europe mais aussi dans l'ensemble du monde qui se configure à partir de la conquête de l'Amérique –, et constitue la marque de la modernité. Dussel met ainsi à mal l'un des mythes de prédilection de l'eurocentrisme. Il n'est cependant pas sûr que le moi individuel différencié soit un phénomène ressortissant exclusivement à la période ouverte avec la conquête de l'Amérique.

Il existe bien évidemment un rapport d'engendrement entre les processus historiques inaugurés par la conquête de l'Amérique et les transformations de la subjectivité ou, plutôt, de l'intersubjectivité de tous les peuples à mesure qu'ils s'intègrent dans le nouveau modèle de pouvoir mondial. Ces transformations conduisent à la constitution d'une nouvelle subjectivité,

²⁵. Enrique Dussel, *The Invention of the Americas. Eclipse of the Other and the Myth of Modernity*, Continuum, New York, 1995.

non seulement individuelle mais également collective, d'une nouvelle intersubjectivité. Il s'agit donc d'un phénomène nouveau dont l'émergence historique a partie liée avec la conquête de l'Amérique et qui, en ce sens, fait partie de la modernité. Mais quelles qu'elles soient, ces transformations n'interviennent pas à partir de la subjectivité individuelle, pas plus que collective, du monde préexistant, tournée sur elle-même ; en d'autres termes, pour reprendre la vieille image, ces transformations ne sortent pas comme Minerve du crâne de Jupiter, mais sont l'expression subjective ou intersubjective de l'agir des personnes dans le monde à un moment précis.

De ce point de vue, il est nécessaire d'admettre que la conquête de l'Amérique et ses conséquences immédiates sur le marché mondial et sur la formation d'un nouveau modèle de pouvoir mondial, sont une *transformation historique* véritablement énorme qui n'affecte pas seulement l'Europe mais également le reste du monde. Il ne s'agit pas de transformations à l'intérieur du monde connu qui n'altéreraient que certaines de ses caractéristiques. *Il s'agit de la transformation du monde en tant que tel*. C'est là, sans nul doute, l'élément fondateur de la nouvelle subjectivité : *la perception du changement historique*. C'est cet élément qui déclenche le processus de constitution d'une nouvelle perspective sur le temps et sur l'histoire. La perception du changement mène à l'idée de futur, dans la mesure où il s'agit du seul territoire du temps dans lequel peuvent se produire les transformations. Le futur est un territoire temporel ouvert. Le temps peut être nouveau dès lors qu'il n'est pas uniquement le prolongement du passé. L'histoire peut dès lors être perçue non plus seulement comme quelque chose qui a lieu – qu'il s'agisse d'un événement naturel ou résultant de décisions divines ou mystérieuses comme le destin – mais également comme quelque chose qui peut être produit par l'action des personnes, par leurs calculs, leurs intentions, leurs décisions, donc comme quelque chose qui peut faire l'objet de projections, et, par conséquent, avoir un sens²⁶.

Avec la conquête de l'Amérique naît donc un univers entier de nouvelles relations matérielles et intersubjectives. En ce sens, il est pertinent de poser que le concept de modernité ne fait pas uniquement référence à ce qui se produit dans le domaine de la subjectivité, en dépit de l'importance considérable de ce processus – qu'il s'agisse de l'émergence du moi individuel ou de celle d'un nouvel univers de relations intersubjectives entre les individus et entre les peuples intégrés, ou en cours d'intégration, dans le nouveau système-monde et son modèle de pouvoir mondial spécifique. Le concept de modernité rend également compte des transformations dans la dimension matérielle des relations sociales, en ce sens que les transformations se produisent dans tous les domaines de l'existence sociale des peuples, et donc de celle de ses membres individuels, et ce tant dans la dimension matérielle que subjective de ces relations. Et, s'agissant de processus qui débutent avec la constitution de l'Amérique, d'un nouveau modèle de pouvoir mondial et l'intégration des peuples du monde entier à ce processus, de la constitution d'un système-monde entier et complexe, il convient également d'admettre qu'on se trouve face à une période historique toute entière. En d'autres mots, à partir de la conquête de l'Amérique, un nouvel espace/temps se constitue, matériellement et subjectivement : voilà ce qu'occulte le concept de modernité.

Toutefois, la localisation du centre hégémonique de ce monde au centre-nord de l'Europe occidentale s'avéra décisive pour le processus de modernité ; ceci permet d'expliquer pourquoi le centre d'élaboration intellectuelle de ce processus était situé au même endroit et pourquoi cette version fut celle qui devint mondialement hégémonique. Ceci permet également de comprendre pourquoi la colonialité du pouvoir allait jouer un rôle de premier plan concernant cette construction eurocentrique de la modernité. Ce processus peut assez facilement être envisagé si l'on prend en compte ce qui a été montré précédemment, à savoir la manière dont la colonialité du pouvoir est liée à la concentration en Europe du capital, du

²⁶. Voir *Modernidad, Identidad y Utopía en América Latina*, op. cit.

salariat, du marché du capital, et, en définitive, de la société et de la culture associées à ces déterminations. En ce sens, la modernité fut également coloniale dès l'origine. Mais cela permet en outre de comprendre pourquoi l'impact du processus mondial de modernisation fut plus direct et plus immédiat en Europe.

En effet, les nouvelles pratiques sociales inhérentes au modèle de pouvoir mondial capitaliste, la concentration du capital et du salariat, le nouveau marché du capital, tout ceci associé à la nouvelle perspective sur le temps et sur l'histoire, à la centralité de la question du changement historique au sein de cette perspective – en tant qu'expérience et qu'idée –, requéraient nécessairement la dé-sacralisation des hiérarchies et des autorités, tant dans la dimension matérielle des relations sociales que dans leur dimension intersubjective ; la dé-sacralisation, la transformation ou le démantèlement des structures et institutions correspondantes. L'individuation des personnes n'acquiert un sens que dans ce contexte : la nécessité d'un espace intérieur propre pour penser, pour douter, pour décider ; la liberté individuelle en somme, contre les assignations sociales figées et, par conséquent, la nécessité de l'égalité sociale entre les individus.

Cependant, les déterminations capitalistes exigeaient également, dans le même mouvement historique, que ces processus sociaux, matériels et intersubjectifs ne puissent se déployer que dans le cadre de rapports sociaux d'exploitation et de domination ; rapports constituant par conséquent un champ de conflits cristallisés autour de l'orientation – c'est-à-dire les fins –, les moyens et les limites de ces processus. Pour les détenteurs du pouvoir, le contrôle du capital et du marché était, et reste, ce qui décide des fins, des moyens et des limites du processus. Le marché constitue le socle mais également la limite d'une éventuelle égalité sociale entre les personnes. Pour les exploités du capital et, en général, pour les dominés du modèle de pouvoir, la modernité généra un horizon de libération des personnes de toute relation, structure ou institution liée à la domination et à l'exploitation, mais également les conditions sociales pour avancer vers cet horizon. La modernité est donc également une question de conflits d'intérêts sociaux. L'un d'entre eux est la démocratisation continue de l'existence sociale des personnes. En ce sens, tout concept de modernité est nécessairement ambigu et contradictoire²⁷.

C'est précisément ici que l'histoire de ces processus distingue si nettement l'Europe occidentale du reste du monde et, dans le cas présent, de l'Amérique latine. En Europe occidentale, la concentration de la relation capital-salaire est l'axe principal des tendances des relations de classification sociale et de la structure de pouvoir correspondante. Ceci est sous-jacent aux affrontements avec l'ordre ancien (*antiguo orden*), avec l'Empire, avec la papauté, au cours de la période qu'on a appelée celle du capital concurrentiel. Ces affrontements offraient aux secteurs non dominants du capital et aux exploités, de meilleures conditions pour négocier leur position dans le pouvoir, ainsi que la vente de leur force de travail. D'autre part, ils créèrent également les conditions pour une sécularisation spécifiquement bourgeoise de la culture et de la subjectivité. Le libéralisme compte parmi les expressions manifestes de ce contexte matériel et subjectif de la société en Europe occidentale. En revanche, dans le reste du monde, en Amérique latine en particulier, les formes les plus répandues de contrôle du travail sont non salariales, bien qu'au bénéfice global du capital, ce qui signifie que les relations d'exploitation et de domination revêtent un caractère colonial. L'indépendance politique, à partir du début du XIX^e siècle, s'accompagne, dans la majorité des nouveaux pays, de la stagnation et du recul du capital et renforce le caractère colonial de la domination sociale et politique dans des États formellement indépendants. L'euro-centrement du capitalisme

²⁷. Voir « Estado-nación, ciudadanía y democracia : cuestiones abiertas », *op. cit.* Voir également « El fantasma del desarrollo », *op. cit.*

colonial/moderne fut en ce sens décisif pour les destins différenciés du processus de modernité en Europe et dans le reste du monde²⁸.

II. Colonialité du pouvoir et eurocentrisme

L'élaboration intellectuelle du processus de modernité engendra une perspective de connaissance et un mode de production des connaissances qui rendent très précisément compte de la nature du modèle de pouvoir mondial : colonial/moderne, capitaliste et eurocentré. Cette perspective et cette modalité concrète de production des connaissances sont qualifiées d'eurocentrisme²⁹.

Le terme d'eurocentrisme désigne ici une perspective de connaissance dont l'élaboration systématique commença en Europe occidentale avant le milieu du XVII^e siècle, bien qu'elle plonge en partie ses racines dans des époques antérieures, voire reculées, et qui, au cours des siècles suivants, devint mondialement hégémonique dans le sillage de la domination de l'Europe bourgeoise. Sa constitution se produisit conjointement à la sécularisation bourgeoise de la pensée européenne ainsi qu'à l'expérience et aux nécessités du modèle de pouvoir mondial capitaliste, colonial/moderne, eurocentré, établi à partir de la conquête de l'Amérique.

Il ne s'agit pas, dès lors, d'une catégorie qui englobe intégralement l'histoire cognitive de l'Europe toute entière, ni celle de l'Europe occidentale en particulier. En d'autres termes, celle-ci ne fait pas référence à l'intégralité des manières de connaître de tous les Européens à toutes les époques, mais à une rationalité, ou perspective de connaissance, spécifique qui devient mondialement hégémonique en colonisant et en s'imposant à toutes les autres, préexistantes ou différentes, ainsi qu'à leurs savoirs concrets respectifs, tant en Europe que dans le reste du monde. Dans le cadre de ce travail, mon propos est d'examiner quelques-unes des questions les plus directement liées à l'expérience historique de l'Amérique latine mais qui, naturellement, ne se réfèrent pas exclusivement à celle-ci.

Capital et capitalisme

Avant toute chose, la théorie posant une relation séquentielle historique unilinéaire et universellement valide entre les formes connues de travail et de contrôle du travail – également conceptualisées en tant que relations ou modes de production –, et particulièrement entre le capital et le pré-capital, doit être, tout du moins à l'égard de l'Amérique, problématisée à nouveau, et réintroduite au sein du débat contemporain des sciences sociales.

Du point de vue eurocentrique, la réciprocité, l'esclavage, la *servidumbre* et la production marchande indépendante sont toutes perçues comme formant une séquence historique préalable à la mercantilisation de la force de travail. Elles constituent le pré-capital ; et sont considérées non seulement comme différentes mais aussi comme radicalement incompatibles avec le capital. Cependant, le fait est qu'en Amérique celles-ci n'émergent pas suivant une séquence historique unilinéaire ; aucune d'entre elles ne fut une simple extension de formes précapitalistes antérieures, et elles ne se révélèrent pas non plus incompatibles avec le capital.

²⁸. Voir *Modernidad, Identidad y Utopía en América Latina*, op. cit. « Colonialité du pouvoir, Démocratie et Citoyenneté en Amérique Latine », in *Amérique Latine : Démocratie et Exclusion*, L'Harmattan, Paris, 1994.

²⁹. La littérature du débat autour de l'eurocentrisme se développe rapidement. Une position différente de celle qui oriente cet article, mais néanmoins apparentée, est soutenue par Samir Amin, *Eurocentrism*, Monthly Review Press, New York, 1989.

En Amérique, l'esclavage fut délibérément établi et organisé en tant que marchandise pour produire des marchandises à destination du marché mondial et, ainsi, pour servir les objectifs et les nécessités du capitalisme. Il en va de même de la *servidumbre* imposée aux Indiens, en y incluant la redéfinition des institutions de la réciprocité pour servir les mêmes fins, c'est-à-dire la production des marchandises à destination du marché mondial. Enfin, la production marchande indépendante fut établie et étendue dans un but identique.

Cela signifie que toutes ces formes de travail et de contrôle du travail en Amérique existaient de manière simultanée, et étaient en outre articulées autour de l'axe du capital et du marché mondial. Par conséquent, conjointement au capital et autour de lui, elles prirent part à un nouveau modèle d'organisation et de contrôle du travail sous toutes ses formes historiquement connues. Ensemble, elles configurèrent un nouveau système : le capitalisme.

Le capital, en tant que rapport social fondé sur la mercantilisation de la force de travail, émergea probablement aux environs du XI-XII^e siècle, quelque part dans la région méridionale de la péninsule ibérique et/ou de la péninsule italienne ainsi que dans le monde islamique pour des raisons évidentes. Il est donc bien antérieur à la conquête de l'Amérique. Néanmoins, avant la constitution de l'Amérique, il ne se trouvait nulle part articulé structurellement à toutes les autres formes d'organisation et de contrôle de la force de travail et du travail ; il n'était pas davantage prédominant sur aucune d'entre elles. Ce n'est qu'avec la conquête de l'Amérique que le capital put se consolider et acquérir une prédominance mondiale, devenant précisément l'axe autour duquel toutes les autres formes furent articulées pour les besoins du marché mondial. Ce n'est que de cette façon que le capital devint le mode de production dominant. Le capital existait donc bien avant la conquête de l'Amérique. Cependant, le capitalisme, comme système de relations de production, c'est-à-dire en tant qu'agencement hétérogène de toutes les formes de contrôle du travail et de ses produits sous la domination du capital – ce en quoi allait dorénavant consister l'économie mondiale et son marché –, n'acquiesce de consistance historique qu'avec l'émergence de l'Amérique. Depuis lors, le capital n'a toujours existé, et ne continue d'exister, qu'en tant qu'axe central du capitalisme, et non de manière séparée et moins encore isolée. Il n'a jamais été prédominant d'une autre manière, à l'échelle mondiale et globale, et n'aurait pu, en toute probabilité, se développer d'une autre façon.

Évolutionnisme et dualisme

À l'instar des rapports entre capital et pré-capital, une ligne d'idées similaire fut façonnée afin de rendre compte des rapports entre Europe et non-Europe. Ainsi que nous l'avons souligné précédemment, le mythe fondateur de la version eurocentrique de la modernité consiste en l'idée d'un état de nature en tant que point de départ du procès de civilisation dont l'aboutissement serait la civilisation européenne ou occidentale. Ce mythe est à l'origine de la perspective évolutionniste, spécifiquement eurocentrique, laquelle conçoit l'histoire humaine comme étant animée d'un mouvement et de changements unilinéaires et unidirectionnels. Ce mythe fut associé à la classification raciale de la population du monde. Cette association produisit une vision au sein de laquelle se mêlent, paradoxalement, évolutionnisme et dualisme. Cette vision ne fait sens qu'en tant qu'expression de l'ethnocentrisme exacerbé de l'Europe tout juste constituée – rendu possible par sa position centrale et dominante au sein du capitalisme mondial colonial/moderne –, des idées mythifiées d'humanité et de progrès qui émergent alors – constructions chères aux Lumières –, et de l'idée de race qui avait cours, en tant que critère premier de classification sociale universelle de la population mondiale.

L'histoire est cependant bien différente. D'une part, lorsque les Ibériques conquièrent, nommèrent et colonisèrent l'Amérique (dont la région septentrionale, ou Amérique du Nord, allait être colonisée par les Britanniques un siècle plus tard), ils se trouvèrent face à un grand

nombre de peuples différents, ayant chacun leur propre histoire, leur langage, leurs découvertes et leurs productions culturelles, leur mémoire et leur identité. Les noms des plus développés et des plus sophistiqués d'entre eux sont connus : Aztèques, Mayas, Chimus, Aymaras, Incas, Chibchas, etc. Trois cents ans plus tard, tous étaient réunis sous une même identité : Indiens. Cette nouvelle identité était raciale, coloniale et négative. Il en fut de même pour les personnes amenés par la force de la future Afrique en tant qu'esclaves : Ashantis, Yorubas, Zoulous, Congos, Bacongus, etc. En l'espace de trois cents ans, ils étaient devenus des *Noirs*.

Ce produit de l'histoire du pouvoir colonial eut deux conséquences décisives. La première est évidente : tous ces peuples furent dépossédés de leurs identités historiques propres et singulières. La seconde est peut-être moins évidente, mais non moins décisive : leur nouvelle identité raciale, coloniale et négative, impliquait l'éviction de leur position dans l'histoire de la production culturelle de l'humanité. Ils n'étaient dorénavant que des races inférieures, uniquement capables de produire des cultures inférieures. Ceci impliquait également leur re-positionnement dans le nouveau temps historique constitué avec la conquête de l'Amérique d'abord, puis avec la constitution de l'Europe : dorénavant, ils étaient *le passé*. Le modèle de pouvoir fondé sur la colonialité s'avère donc inséparable d'un modèle cognitif, une nouvelle perspective de connaissance au sein de laquelle tout ce qui était non-Européen était le passé, et de la sorte inférieur, toujours primitif.

Par ailleurs, la première identité géoculturelle moderne et mondiale fut l'Amérique. L'Europe fut la deuxième et fut constituée en tant que conséquence de la conquête de l'Amérique, et non l'inverse. La formation de l'Europe comme nouvelle entité/identité historique fut rendue possible, avant tout, par le travail gratuit des Indiens, des Noirs et des Métis d'Amérique, par leur technologie avancée dans le domaine minier et agricole, et par leurs produits respectifs, l'or, l'argent, la pomme de terre, la tomate, le tabac, etc.³⁰. Car ce fut en effet sur cette base qu'une région se configura en tant que siège du contrôle des routes atlantiques, devenues à leur tour, sur cette même base, les routes décisives du marché mondial. Cette région ne tarda pas à émerger en tant qu'Europe. L'Amérique et l'Europe se produisirent ainsi historiquement de façon mutuelle, comme les deux premières nouvelles identités géoculturelles du monde moderne.

Cependant, les Européens se persuadèrent, à partir du milieu du XVII^e siècle mais surtout au cours du XVIII^e siècle, qu'ils s'étaient d'une certaine manière auto-produits en tant que civilisation, en marge de l'histoire commencée avec la conquête de l'Amérique, et qu'en outre, ils incarnaient l'aboutissement d'une trajectoire indépendante qui commençait avec la Grèce comme seule source originale. Ils en arrivèrent également à la conclusion qu'ils étaient naturellement (c'est-à-dire racialement) supérieurs à tous les autres, puisqu'ils les avaient tous conquis et leur avaient imposé leur domination.

La confrontation entre l'expérience historique et la perspective de connaissance euroncentrique permet de dégager certains des traits principaux de l'eurocentrisme : a) l'articulation particulière d'un dualisme (pré-capital/capital, non-Européen/Européen, primitif/civilisé, traditionnel/moderne, etc.) et d'un évolutionnisme linéaire, unidirectionnel, menant d'un état de nature à la société moderne européenne ; b) la naturalisation des différences culturelles entre les groupes humains par le biais de leur codification au travers de l'idée de race ; et c) le re-positionnement temporel distordu de toutes ces différences, de sorte que tout ce qui est non-Européen est perçu comme appartenant au passé. Toutes ces opérations intellectuelles sont clairement interdépendantes et n'auraient pu être cultivées et développées sans la colonialité du pouvoir.

³⁰. Sur ce point voir, Herman Viola, Carolyn Margolis (éd.), *Seeds of Change. A Quicentennial Commemoration*, Smithsonian Institute Press, Washington, 1991.

Homogénéité/continuité et hétérogénéité/discontinuité

Comme on peut l'observer à l'heure actuelle, la perspective de connaissance eurocentrique, du fait de sa crise radicale, est aujourd'hui un domaine suscitant une pléthore de questionnements. Dans cette perspective, je voudrais évoquer deux figures problématiques. Premièrement, une idée du changement historique conçu comme un processus ou un moment au cours duquel une entité ou une unité se transforme en autre chose de manière continue, homogène et complète, et abandonne la scène historique de façon absolue. Ceci permet à une autre entité équivalente d'occuper sa place, et tout ceci continue suivant une chaîne séquentielle. Autrement, l'idée de l'histoire comme évolution unidirectionnelle et unilinéaire, n'aurait ni sens, ni lieu d'être. Deuxièmement, de tout ceci découle le fait que chaque unité différenciée, par exemple une « économie/société » ou un « mode de production », dans le cas du contrôle du travail (capital ou esclavage), ou une « race/civilisation », dans le cas des groupes humains, est une entité/identité homogène. Et plus encore, chacune de ces unités est une structure d'éléments homogènes mis en relation de manière continue et systémique (et non systématique).

L'expérience historique montre néanmoins que le capitalisme mondial est loin d'être une totalité homogène et continue. Au contraire, comme le démontre le cas de l'Amérique, le modèle de pouvoir mondial connu sous le nom de capitalisme est fondamentalement une structure d'éléments hétérogènes, tant sur le plan des formes de contrôle du travail-ressources-produits (ou relations de production), que sur celui des peuples et des histoires articulés en son sein. Par conséquent, de tels éléments sont reliés entre eux et à l'ensemble, de manière hétérogène et discontinue, voire conflictuelle. Et ils sont eux-mêmes, chacun d'entre eux, configurés de la même façon.

Ainsi, chacune de ces relations de production est en elle-même une structure hétérogène. Et en particulier le capital, dès lors que l'on pose que tous les stades et formes historiques de production de valeur et d'appropriation de la plus-value (par exemple, l'accumulation primitive, la plus-value absolue et relative, extensive et intensive, ou, selon une autre nomenclature, la manufacture, le capital concurrentiel, le capital monopolistique, le capital transnational ou global, ou pré-fordiste, fordiste, à main d'œuvre intensive, à capital intensif, à information intensive, etc.) sont simultanément en activité et agissent ensemble au sein d'une trame complexe de transfert de valeur et de plus-value. Ceci est également vrai en ce qui concerne les races, puisque tant de peuples divers et hétérogènes, aux histoires et aux tendances historiques de mouvement et de changement hétérogènes, furent réunis sous une même étiquette raciale, par exemple Indien ou Noir.

Cette hétérogénéité n'est pas uniquement structurelle, fondée sur des relations entre des éléments existant simultanément. Des histoires diverses et hétérogènes de ce type ayant été articulées au sein d'une seule structure de pouvoir, il convient d'admettre le caractère historico-structurel de cette hétérogénéité. En conséquence, le processus de transformation de cette totalité capitaliste ne saurait en aucune façon être une transformation homogène et continue du système dans son intégralité, pas plus que celle de chacune de ses composantes majeures. Cette totalité ne pourrait pas non plus disparaître de manière complète et homogène de la scène historique et être remplacée par une autre équivalente. Le changement historique ne saurait être unilinéaire, unidirectionnel, séquentiel ou total. Le système, ou le modèle spécifique d'articulation structurelle, pourrait être démantelé ; mais, même ainsi, chacun ou certains de ses éléments peuvent et devront se réarticuler au sein d'un autre modèle structurel, comme ce fut le cas, évidemment, des composantes du modèle de pouvoir pré-colonial dans le Tawantinsuyu par exemple³¹.

³¹. Sur l'origine de la catégorie d'hétérogénéité historico-structurelle voir mes « Notas sobre el concepto de marginalidad social », CEPAL, Santiago de Chile, 1966. Texte qui fut intégré par la suite au volume

Enfin, eu égard à nos objectifs présents, il est pertinent d'aborder la question des relations entre le corps et le non-corps dans la perspective eurocentrique, tant du fait qu'elle gravite autour du mode eurocentrique de production des connaissances, que du fait qu'à mes yeux, cette question entretient une relation étroite avec celles de la race et du genre.

L'idée de la différenciation entre le « corps » et le « non-corps » dans l'expérience humaine est à peu de choses près universelle au long de l'histoire de l'humanité, commune à toutes les « cultures » ou « civilisations » historiquement connues. Mais est également commune à toutes celles-ci – jusqu'à l'apparition de l'eurocentrisme –, la co-présence permanente des deux éléments en tant que deux dimensions inséparables de l'être humain, sous quelque aspect, instance ou comportement qu'on l'envisage.

Le processus de séparation de ces composantes de l'être humain fait partie intégrante d'une longue histoire du monde chrétien reposant sur l'idée de la primauté de l'« âme » sur le « corps ». Mais cette histoire donne également à voir une ambiguïté, durable et irrésolue, de la théologie chrétienne sur ce point en particulier. L'« âme » est certainement l'objet privilégié du salut, mais, en définitive, c'est bien le corps qui est ressuscité, en tant qu'aboutissement du salut.

Il est certain, par ailleurs, que ce fut sous la culture répressive du christianisme – produit des conflits avec les Musulmans et les Juifs – surtout aux XV^e et XVI^e siècles, en pleine Inquisition, que la primauté de l'« âme » fut renforcée, voire exaspérée. Le « corps » étant l'objet principal de la répression, l'« âme » put apparaître comme étant presque séparée des relations intersubjectives à l'intérieur du monde chrétien. Mais ceci ne fut pas théorisé, c'est-à-dire systématiquement discuté et élaboré, avant Descartes, lorsque le processus de sécularisation bourgeoise de la pensée chrétienne atteignit son apogée³².

On assiste avec Descartes³³ à la mutation de l'ancienne approche dualiste du « corps » et du « non-corps ». Ce qui était une co-présence permanente des deux éléments à chaque étape de la vie de l'être humain, devient chez Descartes une séparation radicale entre la « raison/sujet » et le « corps ». La raison n'est pas seulement une sécularisation de l'idée d'« âme » dans son acception théologique, mais aussi une mutation débouchant sur une nouvelle id-entité, la « raison/sujet », l'unique entité capable de connaissance « rationnelle », à l'égard de laquelle le « corps » est, et ne saurait être qu'« objet » de connaissance. De ce point de vue, l'être humain est, par excellence, un être doué de « raison », et ce don est conçu comme étant situé exclusivement dans l'âme. Ainsi, le « corps », étant par définition incapable de raisonner, n'a rien à voir avec la « raison/sujet ». Une fois instaurée cette séparation radicale entre « raison/sujet » et « corps », les relations entre ceux-ci doivent être envisagées uniquement en tant que relations entre la « raison/sujet » humaine et le « corps/nature » humain, ou entre l'« esprit » et la « nature ». De cette façon, dans la

Imperialismo y Marginalidad en América Latina, Mosca Azul, Lima, 1977. On peut également voir, du même auteur, « La nueva heterogeneidad estructural de América Latina », in Heinz Sonntag (éd.), *Nuevos temas, nuevos contenidos*, UNESCO-Nueva Sociedad, Caracas, 1988.

³². Je me suis toujours interrogé au sujet de l'origine d'une des propositions les plus chères au libéralisme: les idées doivent être respectées. Le corps, en revanche, peut être torturé, trituré et tué. Nous, Latino-américains, avons l'habitude de citer avec admiration la provocation d'un martyr des luttes anticoloniales, lancée au moment d'être décapité : « Barbares, on ne décapite pas les idées ! ». Je suggère maintenant que son origine doit être cherchée dans ce nouveau dualisme cartésien qui transforma le « corps » en simple « nature ».

³³. Cf. *Discours de la méthode*. Voir également les *Méditations* ainsi que *Description du corps humain*, in *Œuvres philosophiques*, Éd. Alquié, Paris, 1963-1967. Paul Bousquie souligne avec justesse le fait que le cartésianisme est un nouveau dualisme radical. Voir, *Le corps cet inconnu*, L'Harmattan, Paris, 1994.

rationalité eurocentrique, le « corps » fut assigné à être « objet » de connaissance, hors du domaine du « sujet/raison ».

Sans cette « objectivation » du « corps » en tant que « nature », son expulsion du domaine de l'« esprit », il eut difficilement été possible de tenter de théoriser « scientifiquement » le problème de la race, comme le fit le comte de Gobineau au cours du XIX^e siècle³⁴. Selon cette perspective eurocentrique, certaines races sont condamnées en tant qu'inférieures, n'étant pas composées de sujets « rationnels ». Elles s'apparentent à des objets d'étude, par conséquent des « corps », plus proches de la « nature ». En un sens, ceci les rend dominables et exploitables. Suivant le mythe de l'état de nature et de la chaîne du procès de civilisation dont l'apogée est la civilisation européenne, certaines races – Noirs (ou Africains), Indiens, Olivacés, Jaunes (ou Asiatiques), dans cet ordre – sont plus proches de la « nature » que les Blancs³⁵. Ce n'est qu'à partir de cette perspective particulière que les peuples non-européens purent être considérés, pour le moins jusqu'à la deuxième guerre mondiale, avant tout comme objets de connaissance et de domination/exploitation par les Européens.

Ce dualisme, nouveau et radical, affecta non seulement les relations de domination raciales, mais également les relations de domination sexuelles, qui étaient plus anciennes. Désormais, la position des femmes, et plus particulièrement celle des femmes des races inférieures, fut figée comme le fut le reste des corps ; et plus leurs races étaient inférieures, plus elles étaient proches de la nature, ou, s'agissant des esclaves noires, dans la nature. Il est probable, bien que la question doive encore être approfondie, que l'idée de genre ait été élaborée à la suite de ce nouveau dualisme radical, en tant que partie intégrante de la perspective cognitive eurocentriste.

Au cours du XVIII^e siècle, ce nouveau dualisme radical s'entrelaça aux idées mythifiées de « progrès » et d'un état de nature dans la trajectoire humaine, les mythes fondateurs de la version eurocentrique de la modernité. Ceci donna lieu à cette perspective historique dualiste/évolutionniste spécifique. Ainsi, tous les non-Européens purent être considérés d'une part comme pré-européens et, dans le même temps, situés dans une chaîne historique continue menant du primitif au civilisé, de l'irrationnel au rationnel, du traditionnel au moderne, du mythico-magique au scientifique. En d'autres termes, du non-européen/pré-européen à quelque chose qui avec le temps s'européaniserait ou se « moderniserait ».

Il est impératif de prendre en considération l'expérience du colonialisme et de la colonialité dans son intégralité, faute de quoi cette empreinte intellectuelle, tout comme l'hégémonie mondiale durable de l'eurocentrisme, serait difficilement explicable. Les seules nécessités du capital en tant que tel, n'épuisent pas, ne sauraient épuiser, l'explication du caractère et de la trajectoire de cette perspective de connaissance.

III. Eurocentrisme et expérience historique en Amérique latine

Appliquée de manière spécifique à l'expérience historique latino-américaine, la perspective de connaissance eurocentrique opère comme un miroir qui déforme ce qu'il reflète. En effet, l'image que nous voyons dans ce miroir n'est pas entièrement chimérique, dans la mesure où nous possédons un grand nombre de caractéristiques historiques européennes d'importance majeure, concernant de nombreux aspects matériels et intersubjectifs. Mais, nous sommes en même temps profondément différents. Il s'ensuit que lorsque nous regardons notre miroir eurocentrique, l'image que nous y voyons est nécessairement partielle et déformée.

³⁴. Arthur de Gobineau, *Essais sur l'inégalité des races humaines*, Paris, 1853-1857.

³⁵. À l'égard de ces processus dans la subjectivité eurocentrée, il est significatif que l'unique catégorie analogue à celle d'Occident était, et reste, celle d'Orient, tandis que les *Noirs* (Afrique) ou les *Indiens* (l'Amérique avant les États-Unis) n'avaient pas l'honneur d'être l'Autre de l'Europe ou Occident.

La tragédie consiste en ce que nous avons tous été amenés, consciemment ou non, de gré ou de force, à regarder et à accepter cette image comme étant la nôtre et comme n'appartenant qu'à nous seuls. De cette façon, nous continuons à être ce que nous ne sommes pas. Il en résulte que nous ne parvenons jamais à identifier nos véritables problèmes, et encore moins à les résoudre, si ce n'est de manière partielle et déformée.

L'eurocentrisme et la « question nationale » : L'État-nation

Un des exemples les plus évidents de cette tragédie faite de méprises en Amérique latine est l'histoire de ce qu'on appelle la question nationale ; en d'autres termes du problème de l'État-nation moderne en Amérique latine.

Nations et États sont un phénomène ancien. Cependant, ce que nous appelons l'État-nation moderne est une expérience bien particulière. Il s'agit d'une société nationalisée et, de ce fait, organisée politiquement comme un État-nation. Ceci implique l'existence des institutions modernes de la citoyenneté et de la démocratie politique ; une certaine forme de démocratie, étant donné que tout processus connu de nationalisation sociétale à l'époque moderne s'est produit au travers d'une relative (c'est-à-dire circonscrite par le capitalisme) mais importante et réelle démocratisation du contrôle du travail, des ressources productives et du contrôle de la création et de la gestion des institutions politiques. De la sorte, la citoyenneté peut parvenir à instaurer une égalité légale, civile et politique entre des personnes socialement inégales³⁶.

Un État-nation est une forme de société individualisée parmi d'autres. C'est pourquoi, elle peut être ressentie en tant qu'identité par ses membres. Cependant, toute société est une structure de pouvoir ; c'est le pouvoir qui articule des formes d'existence sociale éparses et hétérogènes au sein d'une totalité unique, une société. Toute structure de pouvoir se caractérise, partiellement ou totalement, par la domination de certains, souvent un groupe déterminé, sur d'autres. Par conséquent, tout État nation est une structure de pouvoir, de la même façon qu'il est un produit du pouvoir, des configurations issues des conflits autour du contrôle du travail, de ses ressources et produits ; du sexe, de ses ressources et produits ; de l'autorité et de sa violence spécifique ; de l'intersubjectivité et de la connaissance.

Néanmoins, si un État-nation moderne peut apparaître à ses membres en tant qu'identité, ce n'est pas uniquement du fait qu'il peut être imaginé sous les traits d'une communauté³⁷. Ses membres ont besoin d'avoir quelque chose de réel en commun, quelque chose à partager. Pareille exigence se traduit, dans tous les véritables États-nation modernes, par une participation plus ou moins démocratique à la distribution du contrôle du pouvoir. Telle est la modalité spécifique d'homogénéisation des sujets dans un État-nation moderne. Toute homogénéisation de la population d'un État-nation moderne est dès lors partielle et provisoire, et consiste dans la participation démocratique commune au contrôle de la création et de la gestion des institutions d'autorité publique et de leurs mécanismes de violence spécifiques. La participation s'exerce ainsi, essentiellement, dans le domaine de l'existence sociale lié à l'État qui, de ce fait, est défini comme étant explicitement politique. Mais, ce domaine ne pourrait être démocratique, c'est-à-dire impliquer une citoyenneté définie comme l'égalité juridique et civile de personnes inégalement positionnées dans les relations de

³⁶. Sur ce point voir mon « Estado nación, ciudadanía y democracia : cuestiones abiertas », *op. cit.*

³⁷. Ainsi que le suggère Benedict Anderson dans *Imagined Communities*, Verso, Londres, 1991. Une discussion plus approfondie sur ce point peut être trouvée dans mon « Estado nación, ciudadanía y democracia : cuestiones abiertas », *op. cit.*

pouvoir, si les relations sociales dans tous les autres domaines de l'existence étaient radicalement non-démocratiques ou antidémocratiques³⁸.

Étant donné que tout État-nation est une structure de pouvoir, on peut avancer qu'il s'agit d'un pouvoir qui se configure dans ce sens. Le processus débute invariablement par un pouvoir politique central exercé sur un territoire et sa population, car tout éventuel processus de nationalisation ne peut se déployer qu'à l'intérieur d'un espace donné et d'un laps de temps prolongé. Cet espace doit être plus ou moins stable durant une longue période. Par conséquent, un pouvoir politique stable et centralisé est nécessaire. Cet espace est, en ce sens, nécessairement un espace de domination disputé et gagné face à d'autres rivaux.

En Europe, le processus qui conduisit à la formation de structures de pouvoir revêtant la forme d'États-nations commença par l'émergence d'un petit nombre de noyaux politiques qui conquièrent leur espace de domination et s'imposèrent aux peuples et identités divers et hétérogènes qui y vivaient. De sorte que l'État-nation débuta en tant que processus de colonisation de certains peuples sur d'autres qui, en ce sens, étaient des peuples étrangers. Dans certains cas particuliers, à l'instar de celui de l'Espagne dont la constitution reposa sur l'Amérique et ses ressources considérables et gratuites, le processus inclut l'expulsion de certains groupes, tels que les Musulmans et les Juifs, considérés comme des étrangers indésirables. Ce fut la première expérience de nettoyage ethnique de l'époque moderne, suivie par l'instauration de cette institution particulière appelée « certificat de pureté du sang³⁹ ».

Par ailleurs, le processus de centralisation étatique qui, en Europe occidentale, précéda la formation des États-nations, se déroula de manière parallèle à l'exercice de la domination coloniale qui commença avec la conquête de l'Amérique ; en d'autres mots, simultanément à la formation des empires coloniaux de ces premiers États centraux européens. Ce processus cristallise donc un double mouvement historique. D'une part, la colonisation interne de peuples aux identités différentes, mais qui habitaient les mêmes territoires transformés en espaces de domination interne, c'est-à-dire, ceux-là mêmes qui allaient devenir les territoires des futurs États-nations. Et, parallèlement, la colonisation impériale, ou externe, de peuples qui, non seulement possédaient des identités différentes de celle des colonisateurs, mais habitaient en outre des territoires qui n'étaient pas considérés comme des espaces de domination interne, qui, en d'autres termes, ne formaient pas partie des territoires des futurs États-nations des colonisateurs.

Si, suivant cette lecture, nous nous penchons sur ce qui se produisit concernant les premiers États centraux européens, leurs espaces de domination (populations et territoires) ainsi que leurs processus de nationalisation respectifs, on peut observer que les différences sont très marquées. L'existence d'un État central fort ne suffit pas pour donner lieu à un processus de relative homogénéisation d'une population auparavant diverse et hétérogène, pour produire ainsi une identité commune ainsi qu'une loyauté, forte et durable, à l'égard de cette identité. Parmi ces exemples, la France constitue probablement l'expérience la plus aboutie, tout comme l'Espagne est celle ayant connu le moins de succès.

Pourquoi la France et pas l'Espagne ? L'Espagne était à ses débuts beaucoup plus riche et plus puissante que ses pairs. Néanmoins, après l'expulsion des Musulmans et des Juifs elle cessa d'être productive et prospère et devint la courroie de transmission des ressources de l'Amérique vers les centres émergents du capital financier mercantile. Dans le même temps, après le succès de la violente attaque dirigée contre l'autonomie des communautés paysannes, des villes et des bourgs (*burgos*), elle demeura sous l'emprise d'une structure de pouvoir

³⁸. Une discussion plus large sur les limites et les conditions de la démocratie dans une structure de pouvoir capitaliste peut être trouvée dans « El fantasma del desarrollo en América Latina », *op. cit.*, ainsi que dans « Estado nación, ciudadanía y democracia : cuestiones abiertas », *op. cit.*

³⁹. Il s'agit probablement de l'antécédent le plus proche de l'idée de race produite par les Castellans en Amérique. Voir mon « 'Raza', 'etnia', 'nación' en Mariátegui : cuestiones abiertas », *op. cit.*

seigneuriale et sous l'autorité d'une monarchie et d'une Église répressives et corrompues. La monarchie espagnole mena par ailleurs une politique belliqueuse afin d'étendre son pouvoir seigneurial en Europe, au lieu de chercher à conquérir l'hégémonie sur le marché mondial et sur le capital commercial et financier comme le firent par la suite l'Angleterre ou la France. Toutes les luttes pour contraindre les détenteurs du pouvoir à admettre ou à négocier une quelconque démocratisation de la société et de l'État furent tenues en échec, à l'instar, notamment, de la révolution libérale de 1810-1812. Ainsi, la conjonction du colonialisme interne et des modèles seigneuriaux de pouvoir politique et social, s'avéra fatale pour la nationalisation de la société et de l'État espagnols, dans la mesure où ce type de pouvoir se montra non seulement incapable de conserver l'avantage généré par ce riche et vaste colonialisme impérial ou externe, mais prouva en outre qu'il constituait un puissant obstacle à tout processus de démocratisation des relations sociales et politiques, et pas seulement à l'intérieur de son propre espace de domination.

En France, en revanche, au travers de la démocratisation radicale des relations sociales et politiques engendrée par la Révolution française, le colonialisme intérieur céda le pas à une « francisation » effective, sans pour autant être totale, des peuples qui vivaient sur le territoire de la France, à l'origine aussi divers et hétérogènes, d'un point de vue historico-structurel qu'ils pouvaient l'être dans l'espace de domination qui allait prendre le nom d'Espagne. Les Basques français, par exemple, sont, en premier lieu français, tout comme les Occitans ou les Navarrais. Ce n'est pas le cas en Espagne.

Dans chacun des cas de nationalisation réussie de sociétés et d'États en Europe, l'expérience est la même : un important processus de démocratisation de la société est la condition première de la nationalisation de cette société et de son organisation politique en État-nation moderne. Il n'existe pas, en réalité, d'exception connue à cette trajectoire historique du processus conduisant à la formation de l'État-nation.

L'État-nation en Amérique : les États-Unis

Si l'on se penche sur le cas de l'Amérique, qu'il s'agisse des aires hispanique ou britannique, on peut identifier des différences et des facteurs primordiaux équivalents. Dans l'aire britannico-américaine, l'occupation du territoire fut violente dès le début. Mais avant l'indépendance, connue aux États-Unis comme la Révolution américaine, le territoire occupé était très réduit. C'est pourquoi les Indiens, n'habitant pas le territoire occupé, n'étaient pas colonisés. C'est pour cette raison que les divers peuples indiens furent formellement reconnus en tant que nations et que se développèrent des relations commerciales inter-nationales ; des alliances militaires furent même formées, tout particulièrement lors des guerres entre colonialistes anglais et français. Les Indiens ne faisaient pas partie de la population incorporée à l'espace de domination coloniale britannico-américaine. C'est précisément pour cela que les Indiens furent exclus de cette nouvelle société lorsque débuta l'histoire du nouvel État-nation appelé États-Unis. Ils furent considérés comme des étrangers. Cependant, par la suite, leurs terres furent conquises et eux-mêmes furent presque exterminés. Ce n'est qu'à partir de là que les survivants furent enfermés dans la société nord-américaine en tant que race colonisée. Les relations coloniales/raciales n'existèrent donc au départ qu'entre Blancs et Noirs. Ces derniers jouaient un rôle fondamental dans l'économie de la société coloniale, tout comme, dans un long premier temps, dans l'économie de la nouvelle nation. Néanmoins, sur le plan démographique, les Noirs constituaient une minorité relativement réduite, tandis que les Blancs composaient la grande majorité.

Lorsque les États-Unis furent fondés en tant que pays indépendant, le processus de constitution du nouveau modèle de pouvoir conduisit à la configuration d'un État-nation. En premier lieu, malgré la relation coloniale de domination entre Blancs et Noirs et de

l'extermination colonialiste de la population indienne, et étant donné que les Blancs constituaient une majorité écrasante, force est d'admettre que ce nouvel État-nation était authentiquement représentatif de la majorité de la population. Cette blanchité sociale de la société nord-américaine fut même accentuée par l'immigration de millions d'Européens au cours du XIX^e siècle. Deuxièmement, la conquête des territoires indiens donna lieu à l'abondance de l'offre d'une ressource de production essentielle : la terre. Son appropriation et sa distribution se déroulèrent de manière telle qu'elle ne restât pas exclusivement entre les mains d'un petit nombre de personnes, mais put, au contraire, se trouver partiellement concentrée en partie dans de grandes propriétés (*latifundios*) et être répartie parmi un nombre élevé de petites et moyennes propriétés. En ce sens, on peut parler d'une distribution démocratique de la ressource. C'est là ce qui constitua pour les Blancs le fondement d'une participation nettement démocratique au contrôle de la création et de la gestion de l'autorité publique. La colonialité du nouveau modèle de pouvoir ne disparut pas pour autant, dans la mesure où Noirs et Indiens n'avaient, en aucune manière, voix au chapitre concernant le contrôle des ressources de production, ou des institutions et mécanismes de l'autorité publique.

Vers le milieu du XIX^e siècle, Tocqueville⁴⁰ observa qu'aux États-Unis d'Amérique, des personnes d'origines culturelles, ethniques, voire nationales très diverses, étaient toutes incorporées dans ce qui ressemblait à une machine de ré-identification nationale ; rapidement, elles devenaient des citoyens des États-Unis et acquéraient une nouvelle identité nationale, même en préservant pour un temps leurs identités d'origine. Tocqueville vit dans l'ouverture à tous les nouveaux arrivants de la participation démocratique à la vie politique le mécanisme fondamental de ce processus de nationalisation. Ces derniers étaient sans exception amenés à participer intensément à la vie politique, restant libres de décider d'y participer ou non. Mais Tocqueville vit également que deux groupes spécifiques n'étaient pas autorisés à participer à la vie politique. Il s'agissait évidemment des Noirs et des Indiens. Cette discrimination constituait donc la limite de ce processus, impressionnant et massif, de formation de l'État-nation moderne dans la jeune république des États-Unis d'Amérique. Tocqueville n'eut de cesse d'avertir que, faute de mettre fin à cette discrimination politique et sociale, le processus de construction nationale se verrait entravé. Un siècle plus tard, un autre Européen, Gunnar Myrdall⁴¹, observa ces mêmes limitations à l'œuvre dans le processus national des États-Unis. Il constata également que, du fait que les nouveaux immigrants étaient non-Blancs (ils venaient en majorité d'Amérique latine et d'Asie), les relations coloniales entre les Blancs et ces autres peuples pourraient constituer un sérieux risque pour la pérennité de cette nation. Aujourd'hui, ces risques se sont sans nul doute accrus. Le mythe traditionnel du *melting pot* a dû être abandonné par la force des choses et le racisme tend à être de nouveau aigu et violent.

En somme, la colonialité des relations de domination/exploitation/conflit entre Blancs et non-Blancs, bien qu'elle demeure intensément en vigueur en raison de la condition fortement majoritaire de ces premiers, ne fut pas assez puissante pour entraver la relative, mais réelle et importante démocratisation du contrôle des ressources de production et de l'État ; une démocratisation ne concernant certes que les Blancs, mais d'une force suffisante pour qu'elle puisse par la suite être également revendiquée par les non-Blancs. Le pouvoir put être configuré suivant la trajectoire et l'orientation d'un État-nation. C'est sans nul doute à cela que fait référence l'idée de Révolution américaine.

L'Amérique latine : Cône Sud et majorité blanche

⁴⁰. Alexis de Tocqueville, *Democracy in America* (1835), vol.1, ch. XVI et XVII.

⁴¹. Gunnar Myrdall, *American Dilemma*, Harper and Brothers, New York, 1944.

À première vue, l'expérience des pays du dénommé Cône Sud de l'Amérique latine (Argentine, Chili et Uruguay) est similaire à celle des États-Unis. Les Indiens ne furent, pour la plupart, pas intégrés à la société coloniale, dans la mesure où il s'agissait de peuples ayant une structure plus ou moins similaire à celle des peuples d'Amérique du Nord : ils n'étaient pas disposés à devenir des travailleurs exploités, ni à se voir condamnés à travailler pour les colons sous la contrainte et de manière disciplinée. Dans ces trois pays, la population noire constitua également une minorité pendant la période coloniale, en comparaison d'autres régions dominées par les Espagnols ou les Portugais. Les dominants des nouveaux pays du Cône Sud considèrent en outre, à l'instar des États-Unis, que la conquête du territoire qu'habitaient les Indiens ainsi que l'extermination de ces derniers – une manière expéditive d'homogénéiser la population nationale et ainsi de faciliter le processus de constitution d'un État-nation moderne sur le modèle européen – était nécessaire. En Argentine et en Uruguay, ce fut chose faite au cours du XIX^e siècle, et, au Chili, au terme des trois premières décennies du XX^e siècle. Ces pays attirèrent également des millions d'immigrants européens, ce qui consolida en apparence la blancheur sociale des sociétés argentine, chilienne et uruguayenne. En un sens, dans ces pays, ceci alimenta également en apparence le processus d'homogénéisation.

Cependant, un élément crucial marque une différence fondamentale entre ces pays et le cas nord-américain, spécialement en Argentine. Tandis qu'aux États-Unis la distribution de la terre se produisit d'une manière moins concentrée durant une longue période, en Argentine, l'appropriation de la terre se déroula de façon entièrement différente. L'extrême concentration de la propriété terrienne, en particulier des terres conquises aux Indiens, rendit impossible tout type de relations sociales démocratiques entre les Blancs eux-mêmes, et, par conséquent, toute relation politique démocratique. Sur cette base, au lieu d'une société démocratique, capable d'être représentée et de s'organiser dans le cadre d'un État démocratique, on édifia une société et un État oligarchiques qui ne furent que partiellement démantelés à partir de la deuxième guerre mondiale. À ces éléments déterminants vint sans doute s'ajouter le fait que la société coloniale sur ce territoire, surtout sur la côte atlantique qui allait par la suite étendre son hégémonie sur le reste de cette zone, fut longtemps peu développée, comme en témoigne sa reconnaissance tardive en tant que siège d'une vice-royauté, au cours de la deuxième moitié du XVIII^e siècle. À partir du dernier quart du XVIII^e siècle, elle devint rapidement l'une des aires prospères du marché mondial, une situation nouvelle qui, au siècle suivant, suscita une immigration massive en provenance de l'Europe du Sud, du Centre et de l'Est. Cette importante population migratoire ne trouva néanmoins pas une société dotée de structures, d'une histoire et d'une identité suffisamment denses et stables pour s'y intégrer et s'y identifier, comme ce fut le cas aux États-Unis et sans aucun doute au Chili et en Uruguay. À la fin du XIX^e siècle la population de Buenos Aires était composée à plus de 80 % de migrants d'origine européenne. C'est probablement pour cette raison que les Argentins tardèrent à se considérer comme porteurs d'une identité nationale et culturelle propre, distincte de l'identité européenne, tandis qu'ils rejetaient explicitement l'identité associée à l'héritage historique latino-américain et en particulier toute parenté avec la population indienne⁴².

La concentration de la terre fut également importante au Chili et, dans une moindre mesure, en Uruguay. Quoi qu'il en soit, à la différence de l'Argentine, les migrants européens trouvèrent dans ce pays une société, un État, une identité, déjà suffisamment denses et constitués, auxquels ils purent s'incorporer et avec lesquels ils s'identifièrent plus rapidement

⁴². Dans les années vingt encore, en plein XX^e siècle, H. Murena, un membre important de l'intelligentsia argentine, n'hésitait pas à déclarer : « nous sommes des Européens exilés dans ces *pampas* sauvages ». Voir Eugenio Imaz, *Nosotros Mañana*, Buenos Aires, 1964. Et, à une période aussi tardive que les années soixante, dans les luttes sociales, culturelles et politiques argentines, *cabecita negra* [tête noire] était le surnom méprisant associé à la discrimination spécifiquement raciale.

et de manière plus complète que dans le cas précédent. Par ailleurs, au Chili, l'expansion territoriale aux dépens de la Bolivie et du Pérou permit à la bourgeoisie de contrôler des ressources dont l'importance a depuis lors marqué l'histoire du pays : le salpêtre d'abord, le cuivre peu après. C'est dans les *pampas* salpêtreuses qu'on trouve le premier contingent d'ouvriers salariés d'Amérique latine, à partir du milieu du XIX^e siècle, et ce fut plus tard dans l'exploitation du cuivre que se forma la colonne vertébrale des organisations sociales et politiques des ouvriers chiliens de la vieille république. Les bénéfices, répartis entre les bourgeoisies britannique et chilienne, permirent le développement de l'agriculture commerciale et de l'économie commerciale urbaine. De nouvelles couches de salariés urbains et de nouvelles couches moyennes relativement importantes se formèrent, conjointement à la modernisation d'une grande partie de la bourgeoisie seigneuriale. Ces conditions permirent aux ouvriers et aux couches moyennes de pouvoir négocier avec un certain succès, à partir de 1930-1935, les conditions de domination/exploitation/conflit, ou, si l'on veut, de la démocratie en milieu capitaliste. De cette façon, un pouvoir configuré en tant qu'État-nation, de Blancs bien entendu, se fit jour. Les Indiens, une faible minorité de survivants habitant les terres les plus pauvres et les plus inhospitalières du pays, furent exclus de cet État-nation. Jusqu'il y a peu, ils étaient sociologiquement invisibles. Ils le sont moins aujourd'hui et commencent à se mobiliser pour défendre ces mêmes terres qu'ils risquent également de perdre face au capital global.

Le processus d'homogénéisation des membres de la société – conçu selon une perspective eurocentrique en tant que caractéristique et condition des États-nation modernes –, ne fut pas, dans les pays du Cône Sud, mené à terme au travers de la décolonisation des relations sociales et politiques entre les diverses composantes de la population, mais par le biais de l'élimination massive de l'une d'entre elles (Indiens, Noirs et Métis). Non pas au travers de la démocratisation fondamentale des relations sociales et politiques, mais par l'exclusion d'une partie de la population. Du fait de ces conditions initiales, la démocratie ainsi que l'État-nation ainsi constitués, ne pouvaient être équilibrés ni stables. L'histoire politique de ces pays, en particulier de la fin des années soixante à nos jours, ne saurait être expliquée en faisant abstraction de ces déterminations⁴³.

Majorité indienne, noire et métisse : l'impossible « État-nation moderne »

Dans les autres pays latino-américains, cette voie eurocentrique vers l'État-nation n'a, jusqu'à présent, pas pu être menée à son terme. Suite à la défaite de Tupac Amaru et celle d'Haïti, seuls le Mexique et la Bolivie avancèrent aussi loin qu'ils le purent sur le chemin de la décolonisation sociale, au travers d'un processus révolutionnaire plus ou moins radical, au cours duquel la décolonisation du pouvoir parvint à un stade avancé avant d'être endiguée et terrassée. Dans ces pays, lorsque débuta l'Indépendance – principalement dans ceux dont la démographie et l'étendue territoriale étaient importantes au début du XIX^e –, un peu plus de 90 % de la population totale approximativement était composée de Noirs, d'Indiens et de Métis. Cependant, dans tous ces pays, au cours du processus d'organisation des nouveaux

⁴³. L'homogénéisation est un élément essentiel de la perspective eurocentrique relative à la nationalisation. Dans le cas contraire on ne saurait expliquer, ni comprendre les conflits nationaux dans les pays européens chaque fois que surgit le problème des différences raciales/ethniques au sein de la population. Il serait également impossible de comprendre la politique eurocentrique de peuplement favorisée par les libéraux du Cône Sud de l'Amérique latine, ni l'origine et le sens du dénommé « problème indigène » dans toute l'Amérique latine. Si les propriétaires terriens péruviens du XIX^e siècle firent venir des *coolies* chinois ce fut, précisément, parce que la question nationale ne représentait pas un enjeu à leurs yeux, à la différence du pur intérêt social. C'est à cause de cette perspective eurocentrique, fondée sur la colonialité du pouvoir, que la bourgeoisie seigneuriale latino-américaine s'est montrée l'ennemie de la démocratisation sociale et politique, en tant que condition de la nationalisation de la société et de l'État.

États, ces races se virent refuser toute participation aux décisions concernant l'organisation sociale et politique. La petite minorité blanche qui prit le contrôle de ces États disposa en outre de l'avantage d'échapper aux restrictions de la législation de la Couronne d'Espagne, formellement destinées à la protection des races colonisées. À partir de là, ils parvinrent même à imposer de nouveaux tributs coloniaux aux Indiens, tout en maintenant l'esclavage des Noirs durant de nombreuses décennies. Naturellement, cette minorité dominante se trouvait alors libre d'étendre sa propriété des terres aux dépens des territoires réservés aux Indiens par la réglementation de la Couronne d'Espagne. Dans le cas du Brésil, les Noirs n'étaient guère que des esclaves et la majorité des Indiens était constituée de peuples de l'Amazonie, ce qui en faisait des étrangers aux yeux du nouvel État.

Haïti fut un cas exceptionnel où se produisit, dans le même mouvement historique, une révolution nationale, sociale et raciale ; c'est-à-dire une décolonisation réelle et globale du pouvoir. Son échec est imputable aux interventions militaires répétées des États-Unis. L'autre processus national engagé en Amérique latine, dans la vice-royauté du Pérou, mené par Tupac Amaru II en 1780, fut rapidement vaincu. Depuis lors, dans toutes les autres colonies ibériques, les efforts des groupes dominants destinés à endiguer la décolonisation de la société, alors même qu'ils luttaient pour obtenir des États indépendants, ont été couronnés de succès.

Ces nouveaux États ne sauraient être considérés comme nationaux, sauf à admettre que cette faible minorité de colonisateurs au pouvoir était authentiquement représentative de l'ensemble de la population colonisée. Leurs sociétés respectives, fondées sur la domination coloniale des Indiens, des Noirs et des Métis, ne sauraient pas non plus être qualifiées de nationales et, assurément moins encore, de démocratiques. Ceci donne à voir une situation en apparence paradoxale : des États indépendants et des sociétés coloniales⁴⁴. Le paradoxe n'est cependant que partiel ou apparent, et disparaît lorsque l'on porte attention aux intérêts sociaux des groupes dominants de ces sociétés coloniales et de leurs États indépendants.

Dans la société coloniale britannico-américaine, les Indiens constituant un peuple étranger qui vivait au-delà des limites de la société coloniale, la *servidumbre* ne fut pas aussi répandue que dans la société coloniale de l'Amérique ibérique. Les serviteurs (*indentured servants*) amenés de Grande-Bretagne n'étaient pas légalement des *siervos* et, après l'Indépendance, ne le restèrent que peu de temps. Les esclaves noirs eurent une importance fondamentale pour l'économie, mais, en termes démographiques, représentaient une minorité. De plus, immédiatement après l'Indépendance, la production fut assurée en grande partie par des travailleurs salariés et des producteurs indépendants. Au Chili, pendant la période coloniale, la *servidumbre* indienne fut restreinte, les *siervos* indiens locaux ne représentant qu'une petite minorité ; et les esclaves noirs, en dépit d'une importance plus grande sur le plan économique, étaient également une faible minorité. Ainsi, ces races n'étaient pas une source importante de travail gratuit contrairement aux autres pays ibériques. Par conséquent, dès le début de l'Indépendance, une proportion croissante de la production locale dut reposer sur le salaire et le capital, et, pour cette raison, le marché interne eut une importance vitale pour la bourgeoisie pré-monopolistique. Ainsi, pour les classes dominantes de ces deux pays

⁴⁴. Dans les années soixante et soixante-dix, de nombreux spécialistes de sciences sociales, en Amérique latine et ailleurs, parmi lesquels je m'inclus, firent usage du concept de « colonialisme interne » pour caractériser la relation en apparence paradoxale entre les États indépendants et leurs populations colonisées. En Amérique latine, Pablo González Casanova (« Internal colonialism and national development », in *Studies in Comparative International Development*, vol. 1, n° 4, 1965) et Rodolfo Stavenhagen (« Classes, colonialism and acculturation », in *Studies in Comparative International Development*, vol. 1, n° 7, 1965) furent assurément les plus importants parmi ceux qui tentèrent de théoriser le problème de manière systématique. Nous savons aujourd'hui qu'il s'agit de problèmes relatifs à la colonialité qui vont bien au-delà de la trame institutionnelle de l'État-nation.

– *toutes distances gardées*⁴⁵ – le travail salarié local, la production et le marché intérieur furent préservés et protégés de la concurrence extérieure en tant que source unique et majeure de bénéfice capitaliste. Plus encore, il fallut étendre et protéger le marché intérieur. En ce sens, il existait certains terrains d'intérêts communs aux travailleurs salariés, aux producteurs indépendants et à la bourgeoisie locale. Il s'agissait par conséquent, en gardant les limitations découlant de l'exclusion des Noirs et des Métis, d'un intérêt national aux yeux de la grande majorité de la population du nouvel État-nation.

État indépendant et société coloniale : une dépendance historico-structurelle

En revanche, dans les autres sociétés latino-américaines, la petite minorité blanche qui contrôlait les États indépendants et les sociétés coloniales ne pouvait avoir eu, ni éprouvé, aucun intérêt social en commun avec les Indiens, les Noirs et les Métis. Au contraire, les intérêts sociaux de cette minorité se trouvaient explicitement en antagonisme avec ceux des *siervos* indiens et des esclaves noirs, du fait que ses privilèges découlaient, précisément, de la domination/exploitation de ces derniers. De sorte qu'il n'existait aucun terrain d'intérêts communs aux Blancs et aux non-Blancs et, par conséquent, aucun intérêt national qui les rassemblât tous. C'est pourquoi, les dominateurs considèrent toujours leurs intérêts comme étant plus proches des intérêts de leurs pairs européens, et, furent de ce fait toujours enclins à se ranger derrière les intérêts de la bourgeoisie européenne. Ils étaient donc dépendants.

Ils étaient dépendants de cette manière spécifique, non qu'ils aient été subordonnés à un pouvoir économique ou politique supérieur. D'ailleurs lequel ? L'Espagne et le Portugal étaient alors trop faibles, sur le chemin du sous-développement, et ne pouvaient exercer un néo-colonialisme à l'instar des Anglais ou des Français dans certains pays africains après l'indépendance politique de ces derniers. Les États-Unis se consacraient entièrement à la conquête des terres indiennes et à l'extermination de cette population et, débutant leur expansion territoriale dans une partie des Caraïbes, n'avaient pas encore la capacité d'étendre leur domination économique ou politique plus loin. La tentative britannique d'occupation de Buenos Aires se solda par un échec.

Entre les seigneurs blancs latino-américains – maîtres du pouvoir politique, de *siervos* et d'esclaves – et ces travailleurs, qui constituaient l'écrasante majorité de la population des nouveaux États, n'existaient pas d'intérêts communs, mais des intérêts en tous points antagonistes. Et tandis qu'en Europe et aux États-Unis la bourgeoisie blanche faisait, en l'étendant, de la relation sociale dénommée capital l'axe d'articulation de l'économie et de la société, les seigneurs latino-américains ne pouvaient accumuler leurs considérables bénéfices commerciaux par l'achat de force de travail salariée, car cela allait précisément à l'encontre de la reproduction de leur pouvoir seigneurial. Ils destinaient ces bénéfices commerciaux à la consommation ostentatoire de marchandises produites, pour une grande part, en Europe.

La dépendance des capitalistes seigneuriaux de ces pays avait donc une origine inéluctable : la colonialité de leur pouvoir qui les amenait à percevoir leurs intérêts sociaux comme étant identiques à ceux des autres Blancs dominants, en Europe et aux États-Unis. Néanmoins, cette même colonialité du pouvoir les empêchait de réellement développer leurs intérêts sociaux dans la même direction que ceux de leurs pairs européens ; c'est-à-dire de transformer le capital commercial (le bénéfice généré aussi bien par l'esclavage que par la *servidumbre* ou la réciprocité) en capital industriel, car ceci impliquait de libérer les *siervos* indiens et les esclaves noirs et d'en faire des travailleurs salariés. Pour des raisons évidentes, les dominateurs coloniaux des nouveaux États indépendants, tout particulièrement en Amérique du Sud après la crise de la fin du XVIII^e siècle, ne pouvaient, dans cette

⁴⁵. En français dans le texte.

configuration, être autre chose que des partenaires mineurs de la bourgeoisie européenne. Bien plus tard, lorsqu'il devint nécessaire de libérer les esclaves, ce ne fut pas pour les salarier mais pour les remplacer par des travailleurs immigrants d'autres pays, européens et asiatiques. La suppression de la *servidumbre* des Indiens est récente. Il n'existait aucun intérêt social commun, aucun marché qui leur fût propre et devant ainsi être défendu – ce qui aurait impliqué le salariat –, puisqu'aucun marché local n'était de nature à intéresser les dominants. Il n'existait, tout simplement, aucun intérêt national.

La dépendance des seigneurs capitalistes ne provenait pas de la subordination *nationale*. Cette dernière fut au contraire la conséquence de la communauté d'intérêts raciaux. Nous employons ici le concept de dépendance historico-structurelle, qui diffère grandement de la posture nationaliste inhérente au concept de dépendance externe ou structurelle⁴⁶. La subordination se produisit ultérieurement, précisément à cause de la dépendance, et non l'inverse : durant la crise économique mondiale des années trente, la bourgeoisie qui disposait du plus important capital commercial en Amérique latine (argentine, brésilienne, mexicaine, chilienne, uruguayenne et, jusqu'à un certain point, colombienne) se vit contrainte à produire localement les biens qui faisaient l'objet d'une consommation ostentatoire de sa part et qu'elle devait auparavant importer. Tel fut le point de départ de la singulière voie latino-américaine vers l'industrialisation indépendante : le remplacement des biens importés pour la consommation ostentatoire des seigneurs et des petits groupes des classes moyennes qui leur étaient associés, par des produits locaux destinés à cette consommation. Pour ceci, il n'était pas nécessaire de réorganiser globalement les économies locales, de salarier massivement les *siervos*, ni de produire une technologie propre. L'industrialisation par substitution d'importations constitue, en Amérique latine, une illustration transparente des implications de la colonialité du pouvoir⁴⁷.

En ce sens, sans décolonisation de la société, le processus d'indépendance des États en Amérique latine ne pouvait constituer – et de fait ne constitua pas – un processus conduisant au développement d'États-nations modernes, mais bien une ré-articulation de la colonialité du pouvoir sur de nouvelles bases institutionnelles. Depuis, pendant presque deux cents ans, nous avons été occupés à tenter d'avancer sur la voie de la nationalisation de nos sociétés et de nos États. Aujourd'hui encore, aucun pays latino-américain n'abrite une société pleinement nationalisée, ni un authentique État-nation. L'homogénéisation nationale de la population, suivant le modèle eurocentrique de nation, n'aurait pu être réalisée qu'au travers d'un processus, radical et global, de démocratisation de la société et de l'État. Avant toute chose, cette démocratisation aurait impliqué, et doit encore impliquer, un processus de décolonisation des relations sociales, politiques et culturelles entre les races, ou plus exactement entre les groupes et éléments d'existence sociale européens et non-européens. Néanmoins, la structure de pouvoir fut et continue d'être organisée sur la base et autour de l'axe colonial. La construction de la nation et surtout celle de l'État-nation ont été conceptualisées et mises en œuvre au détriment de la majorité de la population, dans le cas présent, à l'encontre des Indiens, des Noirs et des Métis. La colonialité du pouvoir continue d'exercer sa domination sur la majeure partie de l'Amérique latine, à l'encontre de la démocratie, de la citoyenneté, de la nation et de l'État-nation moderne.

Actuellement, quatre trajectoires historiques et lignes idéologiques peuvent être distinguées à l'égard du problème de l'État-nation :

⁴⁶. Sur ce point je renvoie à mon « Urbanización, cambio social y dependencia », publié initialement dans Fernando Henrique Cardoso y Francisco Weffort (éd.), *América Latina. Ensayos de interpretación sociológica*, Editorial Universitaria, Santiago de Chile, 1967.

⁴⁷. J'ai, sur ces questions, avancé quelques éléments de débat dans « América Latina en la economía mundial », in *Problemas del desarrollo*, vol. XXIV, n° 95, UNAM, Mexico, octobre-décembre 1993.

1. Un processus, réel mais limité, de décolonisation/démocratisation au travers de révolutions radicales à l'instar de celles menées au Mexique ou en Bolivie, après la défaite d'Haïti et de Tupac Amaru. Au Mexique, le processus de décolonisation du pouvoir commença à être progressivement limité à partir des années soixante jusqu'à entrer finalement dans une période de crise à la fin des années soixante-dix. En Bolivie, la révolution fut vaincue en 1965.
2. Un processus, réel mais limité, d'homogénéisation coloniale (raciale), à l'instar du Cône Sud (Chili, Uruguay, Argentine), par le biais d'un génocide massif de la population indigène. Une variante de cette ligne est la Colombie, où la population d'origine fut quasiment exterminée au cours de la période coloniale et remplacée par les Noirs.
3. Une tentative, invariablement inaboutie, d'homogénéisation culturelle au travers du génocide culturel des Indiens, des Noirs et des Métis, à l'instar du Mexique, du Pérou, de l'Équateur, du Guatemala, de l'Amérique centrale et de la Bolivie.
4. L'imposition d'une idéologie de la « démocratie raciale » destinée à masquer la véritable discrimination et la domination coloniale subies par les Noirs, à l'instar du Brésil, de la Colombie et du Venezuela. Il est difficile d'établir sérieusement l'existence d'une véritable citoyenneté de la population d'origine africaine dans ces pays, bien que les tensions et les conflits raciaux ne soient pas aussi violents et explicites qu'en Afrique du Sud ou que dans le sud des États-Unis.

Ces observations signalent sans conteste l'existence d'un élément qui fait sérieusement obstacle au développement et à l'aboutissement de la nationalisation de la société et de l'État, dans la mesure même où il entrave sa démocratisation, puisqu'on ne trouve aucun exemple historique d'États-nation modernes qui ne soient le résultat d'une telle démocratisation sociale et politique. Quel est ou quel peut être cet élément ?

Dans le monde européen, et dès lors dans la perspective eurocentrique, la formation des États-nation a été théorisée, en réalité imaginée, en tant qu'expression de l'homogénéisation de la population en termes d'expériences historiques communes. Et, à première vue, les exemples de nationalisations abouties de sociétés et d'États en Europe semblent donner raison à cette perspective. Ce que l'on observe dans l'histoire connue est, bien entendu, que cette homogénéisation consiste en la formation d'un espace commun d'identité et de sens pour la population d'un espace de domination. Et ceci, dans tous les cas, est le résultat de la démocratisation de la société, laquelle peut, de cette façon, s'organiser et s'exprimer au travers d'un État démocratique. À ce stade du débat, la question pertinente est de savoir pourquoi ceci a été possible en Europe occidentale et, avec les limitations que l'on connaît, dans toutes les régions du monde marquées par l'identité européenne (Canada, États-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande, par exemple). Pourquoi ceci n'a-t-il pas été possible jusqu'à ce jour, si ce n'est de manière partielle et précaire, en Amérique latine ?

Pour commencer, cette démocratisation sociale radicale aurait-elle été possible en France, l'exemple classique d'État-nation moderne, si le facteur racial était entré en jeu ? Cela est très peu probable. Aujourd'hui on peut aisément voir l'ampleur du problème national qui y a émergé, ainsi que le débat suscité par la présence des populations non-blanches originaires des ex-colonies françaises. Il ne s'agit évidemment pas d'une question d'ethnicité ou de croyances religieuses. Il suffit de rappeler à nouveau qu'un siècle auparavant, l'affaire Dreyfus mit en évidence la capacité discriminatoire des Français, tout comme son dénouement montra que pour nombre d'entre eux l'identité d'origine n'était pas une condition déterminante pour être membre de la nation française, pourvu que la couleur fût française. Les Juifs français sont aujourd'hui plus français que les fils d'Africains, d'Arabes et de Latino-américains nés en France ; sans parler des immigrants russes et espagnols dont les enfants sont français du simple fait d'être nés en France.

Ceci signifie que la colonialité du pouvoir fondée sur l'imposition de l'idée de race en tant qu'instrument de domination a toujours constitué un facteur limitant ces processus de construction de l'État-nation fondés sur le modèle eurocentrique ; que ce soit, dans une moindre mesure, dans le cas nord-américain ou, de manière décisive, à l'instar de l'Amérique latine. Le degré auquel parviennent les limitations dépend, comme nous l'avons montré, de la proportion de races colonisées à l'intérieur de la population totale et de la densité de leurs institutions sociales et culturelles.

Pour toutes ces raisons, la colonialité du pouvoir fondée sur l'idée de race doit être tenue pour un facteur essentiel concernant la question nationale et celle de l'État-nation. Néanmoins, le problème réside dans ce que, en Amérique latine, les groupes dominants adoptèrent la perspective eurocentrique et furent ainsi amenés à imposer le modèle européen de formation de l'État-nation à des structures de pouvoir organisées autour de relations coloniales. Ainsi, nous nous trouvons encore aujourd'hui dans un labyrinthe où le Minotaure est toujours visible, mais sans aucune Ariane pour nous montrer la sortie tant attendue.

Eurocentrisme et révolution en Amérique latine

Un autre exemple évident de ce décalage tragique entre notre expérience et notre perspective de connaissance est le débat et la mise en œuvre des projets révolutionnaires. Au XX^e siècle, l'écrasante majorité de la gauche latino-américaine, acquise au matérialisme historique, a essentiellement centré ses débats autour de deux types de révolutions : démocratique-bourgeoise ou socialiste. Rivalisant avec cette gauche, le dénommé mouvement « apriste » – l'APRA (Alliance Populaire Révolutionnaire Anti-impérialiste) au Pérou, AD (Action Démocratique) au Venezuela, le MNR (Mouvement Nationaliste Révolutionnaire) en Bolivie, le MLN (Mouvement de Libération Nationale) au Costa Rica, le Mouvement Révolutionnaire Authentique et les Orthodoxes à Cuba, parmi les plus importants –, par la voix de son principal théoricien, le péruvien Haya de la Torre, prôna à l'origine, entre 1925 et 1935, la dénommée Révolution anti-impérialiste, conçue en tant que processus d'épuration du caractère capitaliste de l'économie et de la société latino-américaines, sur la base du contrôle national-étatique des principales ressources de production, et comme une transition vers une révolution socialiste. À partir de la fin de la deuxième guerre mondiale, ce projet s'achemina définitivement vers une sorte de social-libéralisme⁴⁸, et depuis lors s'épuise de la sorte.

De manière brève et schématique, mais en aucun cas arbitraire, on pourrait décrire le discours latino-américain au sujet de la révolution démocratique-bourgeoise comme un projet dans lequel la bourgeoisie organise la classe ouvrière, les paysans et les autres groupes dominés pour déposséder la seigneurie féodale du contrôle de l'État et pour réorganiser la société et l'État au prisme du capital et de la bourgeoisie. Le postulat central de ce projet est que la société latino-américaine est fondamentalement féodale ou tout du moins semi-féodale, du fait que le capitalisme y est encore embryonnaire, marginal et subordonné. La révolution socialiste, en revanche, est conçue comme l'éviction de la bourgeoisie du contrôle de l'État par la classe ouvrière, la classe laborieuse par excellence, à la tête d'une coalition formée par les classes exploitées et dominées, pour imposer le contrôle étatique des moyens de production et construire la nouvelle société au moyen et à partir de l'État. Le postulat de cette orientation est, naturellement, que l'économie et, par conséquent, la société et l'État en

⁴⁸. La myopie eurocentrique d'intellectuels européens ou nord-américains mais également latino-américains, a diffusé et presque imposé universellement le qualificatif de *populisme* pour ces mouvements et projets qui n'ont cependant que peu de choses en commun avec le mouvement des *narodnikis* russes du XIX^e siècle ou avec l'ultérieur populisme nord-américain. Un examen de ces questions peut être trouvé dans mon texte « Fujimorismo y populismo », in Burbano de Lara (éd.), *El fantasma del populismo*, Nueva Sociedad, Caracas, 1998.

Amérique latine sont essentiellement capitalistes. Dans leur phraséologie, ceci implique que le capital en tant que relation sociale de production est déjà dominant et qu'en conséquence la composante bourgeoise est également dominante dans la société et dans l'État. Cette conception admet que des reliquats féodaux existent et donc des tâches démocratico-bourgeoises sur le parcours de la révolution socialiste.

De fait, le débat politique des cinquante dernières années en Amérique latine s'est focalisé sur la question de savoir si l'économie, la société et l'État étaient féodaux/semi-féodaux ou capitalistes. Jusqu'il y a quelques années, la majorité de la gauche latino-américaine souscrivait à la position démocratico-bourgeoise, en suivant pourtant avant tout les principaux linéaments du *socialisme réel* ou *camp socialiste*, qu'il ait pour centre Moscou ou Pékin.

Pour croire qu'en Amérique latine une révolution démocratico-bourgeoise fondée sur le modèle européen est non seulement possible mais également nécessaire, il faut avant tout d'admettre, en ce qui concerne l'Amérique et plus précisément l'Amérique latine, 1) la relation séquentielle entre féodalisme et capitalisme ; 2) l'existence historique du féodalisme et par conséquent du conflit historique entre une aristocratie féodale et une bourgeoisie antagonistes ; 3) une bourgeoisie intéressée par la mise en œuvre d'une telle entreprise révolutionnaire. Nous savons qu'en Chine, au début des années trente, Mao avança l'idée d'une révolution démocratique d'un type nouveau, car la bourgeoisie n'avait plus pour but de mener à terme la mission historique qui était la sienne et n'en était plus capable. Dans ce cas, une coalition de classes exploitées/dominées, emmenée par la classe ouvrière, doit se substituer à la bourgeoisie et entreprendre la nouvelle révolution démocratique.

Néanmoins, en Amérique, tout comme à l'échelle mondiale depuis cinq cents ans, le capital n'a existé qu'en tant qu'axe dominant de l'articulation commune de toutes les formes historiquement connues de contrôle et d'exploitation du travail, configurant ainsi un modèle unique de pouvoir, historico-structurellement hétérogène, doté de relations discontinues et conflictuelles entre ses composantes. Il n'est aucune séquence évolutionniste entre les modes de production, aucun féodalisme antérieur, distinct du capital et opposé à lui, ni aucune seigneurie féodale au contrôle de l'État qu'une bourgeoisie pressée de prendre le pouvoir devrait déloger par des moyens révolutionnaires. Il est assurément surprenant que, dans l'hypothèse de l'existence d'une telle séquence, le mouvement partisan du matérialisme historique n'ait pas lutté pour une révolution antiesclavagiste, préalable à la révolution antiféodale, elle-même préalable à la révolution anticapitaliste. Car, dans la majeure partie de ce continent (les États-Unis, la région des Caraïbes toute entière, y compris le Venezuela, la Colombie, les côtes équatoriennes et péruviennes, le Brésil), l'esclavagisme s'est montré plus étendu et plus puissant. Mais, bien entendu, l'esclavage prit fin avant le XX^e siècle ; et ne sont-ce pas les seigneurs féodaux qui héritèrent du pouvoir ?

Une révolution antiféodale, et donc démocratico-bourgeoise, dans son acception eurocentrique a ainsi toujours été historiquement impossible. Les seules révolutions démocratiques ayant réellement eu lieu en Amérique (mis à part la Révolution américaine) sont celles du Mexique et de la Bolivie, que l'on peut qualifier de révolutions populaires, nationalistes/anti-impérialistes, anticoloniales – c'est-à-dire dirigées contre la colonialité du pouvoir – et antioligarchiques, c'est-à-dire opposées au contrôle de l'État par une bourgeoisie seigneuriale, sous l'égide de la bourgeoisie impériale. Dans la plupart des autres pays, le processus a pris la forme d'une épuration, graduelle et inégale, du caractère social capitaliste de la société et de l'État. Par conséquent, le processus s'est toujours montré lent, irrégulier et partiel.

Aurait-il pu en être autrement ? Toute démocratisation éventuelle de la société en Amérique latine doit se produire dans la majorité de ces pays, simultanément et dans le même mouvement historique, en tant que décolonisation et redistribution du pouvoir ; en d'autres

termes, en tant que redistribution radicale du pouvoir. Cela ressortit avant tout au fait que les « classes sociales » en Amérique latine ont une « couleur », quelque « couleur » que l'on considère dans n'importe quel pays à n'importe quel moment. Ceci signifie, sans nul doute, que la classification des personnes ne s'opère pas uniquement dans un seul domaine du pouvoir, l'économie par exemple, mais dans tous les domaines et dans chacun d'entre eux. La domination est la condition de l'exploitation, et la race l'instrument de domination le plus efficace qui, associé à l'exploitation, joue le rôle d'agent classificateur universel dans l'actuel modèle de pouvoir mondial capitaliste. En ce qui concerne la question nationale, ce n'est qu'au travers de ce processus de démocratisation de la société que peut être rendue possible et, finalement, réussie la construction d'un État-nation moderne et tout ce que ce dernier implique, notamment la citoyenneté et la représentation politique.

Quant au mirage eurocentrique au sujet des révolutions « socialistes », en tant que contrôle de l'État et qu'étatisation du contrôle du travail/ressources/produits, de la subjectivité/ressources/produits, du sexe/ressources/produits, celui-ci repose sur deux postulats théoriques radicalement faux. Premièrement, l'idée d'une société capitaliste homogène, en ce sens que n'existerait que le seul capital en tant que relation sociale, et qu'en conséquence la classe ouvrière industrielle salariée constituerait la majorité de la population. Mais nous avons vu qu'il n'en fut jamais ainsi, ni en Amérique latine, ni dans le reste du monde, et que cela n'arrivera très probablement jamais. Deuxièmement, l'idée selon laquelle le socialisme consiste en l'étatisation de l'intégralité et de chacun des domaines du pouvoir et de l'existence sociale, en commençant par le contrôle du travail, car c'est à partir de l'État que peut être construite la nouvelle société. Ce postulat revient, à nouveau, à faire marcher l'histoire sur la tête; selon la terminologie sommaire du matérialisme historique, une *superstructure*, l'État, devient la *base* de la société. En outre, ce postulat élude le phénomène de la reconcentration totale du contrôle du pouvoir, conduisant nécessairement au despotisme total des détenteurs de ce pouvoir, en la faisant apparaître comme si elle était une socialisation du pouvoir, c'est-à-dire la redistribution radicale du contrôle du pouvoir. Mais, précisément, le socialisme ne saurait être autre chose que la trajectoire menant à une restitution radicale du contrôle sur le travail/ressources/produits, sur le sexe/ressources/produits, sur l'autorité/institutions/violence, et sur l'intersubjectivité/connaissance/communication, aux personnes dans leur vie quotidienne. C'est ce que, depuis 1972, je propose de désigner comme socialisation du pouvoir⁴⁹.

En 1928, de manière isolée, José Carlos Mariátegui fut sans aucun doute le premier à entrevoir, et pas seulement en ce qui concerne l'Amérique latine, que dans cet espace/temps les relations sociales de pouvoir, quel qu'ait été leur caractère préalable, existaient et fonctionnaient de manière simultanée et articulée, à l'intérieur d'une structure de pouvoir unique et commune ; il entrevit également le fait que cette dernière ne pouvait être une unité homogène, dotée de relations continues entre ses éléments, évoluant dans l'histoire de façon continue et systématique. Par conséquent, l'idée d'une révolution socialiste devait à ses yeux être, par nécessité historique, dirigée contre l'ensemble de ce pouvoir ; loin de consister en une nouvelle reconcentration bureaucratique du pouvoir, elle ne pouvait faire sens qu'en tant que redistribution aux personnes, dans leur vie quotidienne, du contrôle sur les conditions de leur existence sociale⁵⁰. Le débat ne sera rouvert en Amérique latine qu'à partir des années

⁴⁹. « ¿ Qué y qué no es el socialismo ? », Ediciones Sociedad y Política, 1972. Voir également « Poder y Democracia en el socialismo », in *Sociedad y Política*, n° 12, Lima, 1981.

⁵⁰. Cette découverte est, sans nul doute, ce qui confère à Mariátegui sa grande valeur et son caractère toujours actuel après la faillite des socialismes et de leur matérialisme historique. Voir, surtout, la section finale du premier de ses *Siete ensayos de Interpretación de la realidad peruana*, Lima, 1928 (réédité de nombreuses fois) ; « Punto de Vista Antiimperialista » présenté lors de la Première Conférence Communiste Latino-américaine, Buenos Aires, 1929 (publié dans *Ideología y Política*, vol. 11 de ses Œuvres Complètes) ; et le célèbre « Aniversario y balance », éditorial de la revue *Amauta*, Lima, septembre 1928.

soixante du siècle qui vient de s'achever et, dans le reste du monde, à partir de la faillite mondiale du camp socialiste.

En réalité, toutes les catégories utilisées pour caractériser le processus politique latino-américain ont toujours constitué une manière partielle et distordue d'envisager cette réalité. Il s'agit là d'une conséquence inévitable de la perspective eurocentrique, au sein de laquelle se mêlent de façon contradictoire évolutionnisme unilinéaire et unidirectionnel et vision dualiste de l'histoire ; un dualisme nouveau et radical qui sépare la nature de la société, le corps de la raison, qui ne sait que faire de la question de la totalité, se contentant de la nier, à l'instar du vieil empirisme ou du nouveau postmodernisme, ou en ne la comprenant que de manière organiciste ou systémique, et en fait ainsi une perspective déformante qui ne peut qu'induire en erreur.

Ce n'est donc pas par accident que, jusqu'ici, tous les projets révolutionnaires en Amérique et dans le reste du monde se sont soldés par autant d'échecs. Les avancées et les conquêtes que nous avons réalisées en termes de droits politiques et civils, au travers d'une nécessaire redistribution du pouvoir dont la décolonisation de la société est le postulat et le point de départ, se voient aujourd'hui balayées par le processus de reconcentration de contrôle du pouvoir à l'œuvre dans le capitalisme mondial et par la gestion des mêmes fonctionnaires de la colonialité du pouvoir. Il est donc temps d'apprendre à fissurer le miroir eurocentrique dans lequel notre image est toujours, nécessairement, déformée. Il est temps, enfin, de cesser d'être ce que nous ne sommes pas.

Références bibliographiques

- ALLEN Theodore W., *The Invention of White Race*, 2 vols, Verso, Londres, 1994.
- American Economic Review, Papers and Proceedings*, « Commercial policy in the underdeveloped countries », vol XLIX, mai 1959.
- AMIN Samir, *Eurocentrism*. Monthly Review Press, New York, 1989.
- ANDERSON Benedict, *Imagined Communities*, Verso, Londres, 1991.
- BAER Werner, « The Economics of Prebisch and ECLA », in *Economic Development and Cultural Change*, vol. X, janvier 1962.
- BLAUT J.M., *The Colonizers Model of the World. Geographical Diffusionism and Eurocentric History*, The Guilford Press, New York, 1993.
- BOUSQUIE Paul, *Le corps cet inconnu*, L'Harmattan, Paris, 1994.
- CORONIL Fernando, « Beyond Occidentalism: Toward Nonimperial Geohistorical Categories », in *Cultural Anthropology*, vol. 11, n° 1, février 1996.
- DESCARTES René, *Discours de la méthode; Méditations et Description du corps humain*, in *Œuvres philosophiques*, Editions Alquié, Paris, 1963-1967.
- DUSSEL Enrique, *The Invention of the Americas*, Continuum, New York, 1995.
- ECLA (CEPAL), *The Economic Development in Latin America and its Principal Problems*, Nations Unies, New York, 1960.
- GOBINEAU Arthur, *Essais sur l'inégalité des races humaines*, Paris, 1853-1857.
- GONZÁLEZ CASANOVA Pablo, « Internal Colonialism and National Development », in *Studies in Comparative International Development*, vol. 1, n° 4, 1965.
- GRUZINSKI Serge, *La colonisation de l'imaginaire. Sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique espagnol XVI-XVIII siècle*, Gallimard, Paris, 1988. [Édition espagnole : *La colonización de lo imaginario. Sociedades indígenas y occidentalización en el México español. Siglos XVI-XVIII*, Fondo de Cultura Económica, México, 1995.]
- HOPKINS Terence, WALLERSTEIN Immanuel, *World-Systems Analysis. Theory and Methodology*, vol. 1, Sage Publications, Beverly Hills, 1982.
- IMAZ Eugenio, *Nosotros Mañana*, Buenos Aires, 1964.
- JACOBSON Mathew Frye, *Whiteness of a Different Color*, Harvard University Press, Cambridge, 1998.
- JONATHAN Mark, *Human Biodiversity, Genes, Race and History*, Aldyne de Gruyter, New York, 1994.
- LANDER Edgardo, « Colonialidad, modernidad, postmodernidad », *Anuario Mariateguiano*, vol. IX, n° 9, Lima, 1997.
- MARIÁTEGUI José Carlos, *Punto de Vista Antiimperialista*, présenté lors de la Première Conférence Communiste Latino-américaine, Buenos Aires 1929. Publié in *Ideología y Política*, vol. 11 de ses Œuvres Complètes.
- MARIÁTEGUI José Carlos, *Siete ensayos de interpretación de la realidad peruana*, Lima, 1928 (plusieurs rééditions).
- MARIÁTEGUI José Carlos, « Aniversario y balance », éditorial de la revue *Amauta*, Lima, septembre 1928.
- MIGNOLO Walter, *The Darker Side of the Renaissance. Literacy, Territoriality and Colonization*, Michigan University Press, Ann Arbor, 1995.
- MUDIMBE V. Y., *The Invention of Africa. Gnosis, Philosophy and the Order of Knowledge*, Bloomington University Press, Bloomington, 1988.
- MYRDALL Gunnar, *American Dilemma*, Harper and Brothers, New York, 1944.
- O'GORMAN Edmundo, *La invención de América*, Fondo de Cultura Económica, Mexico, 1954.

- QUIJANO Aníbal, « Modernidad y democracia : intereses y conflictos », *Anuario Mariateguiano*, vol. XII, n° 12, Lima, 2000.
- QUIJANO Aníbal, « El fantasma del desarrollo en América Latina », *Revista venezolana de economía y ciencias sociales*, n° 2, Caracas, 2000.
- QUIJANO Aníbal, « ¡Qué tal raza! », in *Familia y cambio social*, CECOSAM, Lima, 1999.
- QUIJANO Aníbal, « Coloniality of power and its institutions », Colloque sur *Colonialidad del poder y sus ámbitos sociales*, Binghamton University, Binghamton, New York, avril 1999 (mimeographié).
- QUIJANO Aníbal, « Fujimorismo y populismo », in Burbano de Lara (éd.), *El fantasma del populismo*, Nueva Sociedad, Caracas, Venezuela, 1998.
- QUIJANO Aníbal, « Estado nación, ciudadanía y democracia : cuestiones abiertas », in Helena González y Heidulf Schmidt (éd.), *Democracia para una nueva sociedad*, Nueva Sociedad, Caracas, 1998.
- QUIJANO Aníbal, « Colonialidad del poder, cultura y conocimiento en América Latina », in *Anuario Mariateguiano*, vol. IX, n° 9, Lima, 1997.
- QUIJANO Aníbal, « Colonialité du Pouvoir, Démocratie et Citoyenneté en Amérique Latine », in *Amérique Latine : Démocratie et Exclusion*, L'Harmattan, Paris, 1994.
- QUIJANO Aníbal, « América Latina en la economía mundial », in *Problemas del desarrollo*, vol. XXIV, n° 5, UNAM, Mexico, octobre-décembre 1993.
- QUIJANO Aníbal, « Réflexions sur l'Interdisciplinarité, le Développement et les Relations Inter culturelles », in *Entre Savoirs. Interdisciplinarité en acte : enjeux, obstacles, résultats*. UNESCO-ERES, Paris, 1992.
- QUIJANO Aníbal, « "Raza", "etnia", "nación" en Mariátegui: cuestiones abiertas », in Roland Forgues (éd.), *José Carlos Mariátegui y Europa. La otra cara del descubrimiento*, Amauta, Lima, 1992.
- QUIJANO Aníbal, « América, el capitalismo y la modernidad nacieron el mismo Día », entretien in *ILLA*, n° 10, Lima, janvier 1991.
- QUIJANO Aníbal, « Colonialidad y modernidad/racionalidad », in *Perú Indígena*, vol. 13, n°29, Lima, 1992.
- QUIJANO Aníbal, « La nueva heterogeneidad estructural de América Latina », in Heinz Sonntag (éd.), *Nuevos temas, nuevos contenidos*, UNESCO/Nueva Sociedad, Caracas, 1988.
- QUIJANO Aníbal, *Modernidad, identidad y utopía en América Latina*, Ediciones Sociedad y Política, Lima, 1988.
- QUIJANO Aníbal, « Poder y democracia en el socialismo », *Sociedad y Política*, n12, Lima, 1981.
- QUIJANO Aníbal, « Notas sobre el concepto de marginalidad social », CEPAL, Santiago de Chile, 1966. (Intégré au volume : Aníbal Quijano, *Imperialismo y Marginalidad en América Latina*, Mosca Azul, Lima, 1977).
- QUIJANO Aníbal, « ¿Qué es y qué no es el socialismo? », Ediciones Sociedad y Política, 1972.
- QUIJANO Aníbal, « Urbanización, cambio social y dependencia », publié originellement in Fernando Henrique Cardoso y Francisco Weffort (éd.), *América Latina. Ensayos de interpretación sociológica*, Editorial Universitaria, Santiago de Chile, 1967.
- QUIJANO Aníbal, WALLERSTEIN Immanuel, « Americanity as a concept or the Americas in the modern world-system », in *International Social Science Journal*, n° 134, UNESCO, Paris, novembre 1992.
- RABASA José, *Inventing America. Spanish Historiography and the Formation of Eurocentrism*, Oklahoma University Press, Norman, 1993.
- SAID Edward, *Orientalism*, Vintage Books, New York, 1979.
- STAVENHAGEN Rodolfo, « Classes, colonialism and acculturation », in *Studies in Comparative International Development*, vol. 1, n° 7, 1965.

- STOCKING George W. Jr., *Race, Culture and Evolution. Essays in the History of Anthropology*, The Free Press, New York, 1968.
- TILLY Charles, *Coercion, Capital and European States AD 990-1992*, Blackwell, Cambridge, 1990.
- TOCQUEVILLE Alexis, *Democracy in America* [1835], (Édition espagnole : *La democracia en América*, Alianza Editorial, Madrid 1980).
- VIOLA Herman, MARGOLIS Carolyn (éd.), *Seeds of Change. A Quincentennial Commemoration*, Smithsonian Institute Press, Washington, 1991.
- WALLERSTEIN Immanuel, *The Modern World-System*, 3 vol., Academic Press Inc., New York, 1974-1989.
- WALLERSTEIN Immanuel, « El Espacio/Tiempo como base del conocimiento », in *Anuario Mariateguiano*, vol. IX, n° 9, Lima, 1997.
- YOUNG Robert. C., *Colonial Desire. Hybridity in Theory, Culture and Race*, Routledge, Londres, 1995.